

DEPARTS

LES FAITES EN QUEST

EN RÉPONSE !

”

De la victoire diplomatique à la cohésion nationale, le Souverain ouvre la “phase finale” du processus politique. Appel à Tindouf : le Maroc tend la main à ses enfants dans une posture de force apaisée.

”

BILLET

Justice spatiale et territoriale par et avec le sport.

UN DISCOURS QUI CHANGE L'HISTOIRE

LA SOUVERAINETÉ MAROCAINE CONSACRÉE, L'HORIZON CLARIFIÉ

DE LA VICTOIRE DIPLOMATIQUE
À LA COHÉSION NATIONALE, LE
SOVERAIN OUVRE LA “PHASE
FINALE” DU PROCESSUS
POLITIQUE

APPEL À TINDOUF : LE MAROC
TEND LA MAIN À SES ENFANTS
DANS UNE POSTURE DE FORCE
APAISÉE



INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING



REGARDEZ NOTRE CHÂÎNE LIVE ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!

Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

SOMMAIRE

ÉDITO D'OUVERTURE

04

06

**CHRONIQUEURS
INVITÉS**

22

**EXPERTS
INVITÉS**

38

**QUARTIER
LIBRE**

42

ROOM

48

BILLET

IDÉBATS

LODJ



Imprimerie Arrissala

IDÉBATS
15
OCT | 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN
ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR
NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSaid - MAMOUNE ACHARKI
KARIMA SKOUNTI - MAMADOU BILALY COULIBALY
INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN
ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM
WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma



ÉDITO

UN DISCOURS QUI CHANGE L'HISTOIRE : LA SOUVERAINETÉ MAROCAINE CONSACRÉE, L'HORIZON CLARIFIÉ

Sous les dorures invisibles de la communication d'État, rares sont les moments où un discours royal s'inscrit instantanément dans l'Histoire. Celui prononcé, quinze minutes seulement après le vote du Conseil de sécurité des Nations unies adoptant — sans équivoque cette fois — la solution de l'autonomie dans le cadre de la souveraineté marocaine sur ses provinces du Sud, relève de cette rare catégorie. Ce n'est pas qu'une allocution, c'est une masterclass de communication politique, maîtrisée, calibrée, et assumée.

Car Sa Majesté ne tombe pas dans l'euphorie facile des victoires diplomatiques. Il évite le triomphalisme qui aveugle. Au contraire, il interprète l'événement, le contextualise, et surtout le convertit en carburant politique. En quelques phrases, le discours opère une translation : du registre du succès international vers celui de la responsabilité nationale. Là réside sa force. On ne se contente pas de gagner : on explique pourquoi la victoire est juste, comment elle a été obtenue, et ce qu'elle implique désormais.

De la victoire diplomatique à la cohésion nationale, le Souverain ouvre la "phase finale" du processus politique.

Sa Majesté légitime le moment. Ce n'est pas seulement le Maroc qui parle : c'est la communauté internationale qui reconnaît la centralité d'une proposition marocaine jugée sérieuse, crédible et réaliste. En diplomatie, les mots comptent. Et lorsqu'un Conseil de sécurité "resserre le cadrage" et "réoriente la boussole" vers l'autonomie, ce n'est pas une nuance technique — c'est un basculement stratégique. Le discours l'inscrit dans une logique historique ; il réactive les fils du temps long que le bruit médiatique aime tant effacer.

Mais l'allocution va plus loin : elle transforme ce moment en levier. Le Souverain ouvre la porte de la "phase finale" du processus politique, à un moment où beaucoup se contenteraient de savourer. Il fixe des lignes rouges, rappelle les paramètres, renvoie chacun à ses responsabilités, tout en tendant calmement la main à nos voisins. Pas depuis le terrain de la supplication, mais depuis une posture de force sereine — ce mélange subtilement marocain de fermeté et d'élégance.



Appel à Tindouf : le Maroc tend la main à ses enfants dans une posture de force apaisée.

Et puis vient l'un des passages les plus singuliers du discours : l'appel solennel et direct aux Sahraouis retenus dans les camps de Tindouf. Le Roi leur parle comme à des citoyens amputés de leur patrie, pas comme à des pions diplomatiques. Il les invite à revenir, à rejoindre leurs familles, à retrouver leur dignité. Le message est simple, humain, désarmant : le Maroc est prêt, logistiquement et moralement, à accueillir ses enfants. Cet appel humanise un dossier souvent réduit à des sigles, des résolutions et des rapports. Il rappelle qu'au cœur de la diplomatie, il y a des vies.

La cohésion nationale est évidemment au rendez-vous. Le discours n'unit pas seulement par l'émotion ; il unit par l'objectif. Responsabilité des élites, mobilisation des territoires, accélération du développement régional : le message est clair. L'unité n'est pas un slogan, c'est un chantier. Et l'allocution réussit quelque chose de rarissime : rendre tangible une victoire diplomatique — souvent abstraite pour le citoyen — en l'ancrant dans une feuille de route intérieure.

Quant au message implicite aux voisins qui persistent dans la gesticulation médiatique, il est limpide. Sans agressivité ni crispation, Sa Majesté renvoie chaque acteur à la nouvelle réalité géopolitique, qu'il sera difficile de contourner. Le ton est calme, presque détaché, ce qui rend la position plus solide encore. Dans le théâtre régional, la force la plus intimidante est celle qui n'a pas besoin de hausser la voix.

On peut, bien sûr, interroger ce que signifie "phase finale". La diplomatie est un art lent. Rien n'est jamais totalement acquis, et les crispations ne disparaîtront pas d'un claquement de doigts. Mais l'ONU écrit désormais dans une langue que Rabat connaît, maîtrise, et influence. Cela suffit à changer les rapports de force.

En un peu plus d'un quart d'heure, le discours royal a fait trois choses : il a scellé une victoire, tracé un horizon, et verrouillé la narration internationale autour de la proposition marocaine. Et, en tendant la main aux oubliés des sables de Tindouf, il a rappelé que les dossiers les plus politiques sont, au fond, profondément humains.

Le Maroc entre dans une nouvelle séquence. Elle sera exigeante. Il faudra la gagner avec autant de patience qu'on a gagné les précédentes. Mais une chose est désormais incontestable : le pays parle depuis un socle solide, reconnu, et projeté vers l'avenir. La suite se jouera moins dans le bruit des polémiques que dans l'intelligence des actes. Et c'est probablement la meilleure nouvelle du soir.



LE RELIGIEUX ET LE NOUVEL ORDRE MONDIAL

Force est de faire ce constat: le religieux enregistre un retour en force sur la scène internationale. Les religions ont ainsi un poids grandissant dans le mouvement des sociétés sur tous les continents, leurs convergences comme leurs oppositions. Un monde en quête de nouveaux repères qu'explique Mustapha Seimi.

Depuis plusieurs décennies, qu'observe-t-on ?

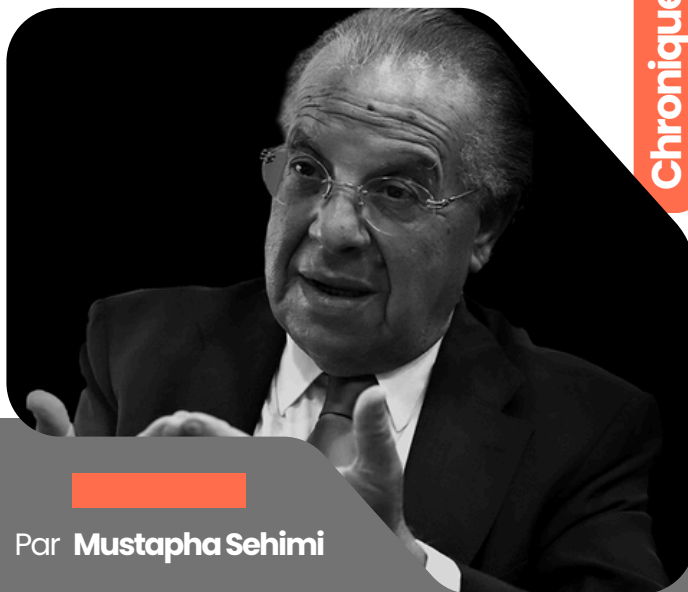
Un processus profond et durable de réaffirmation religieuse avec des radicalités pesant sur la géopolitique mondiale. Ce phénomène présente deux formes principales, l'une que l'on peut qualifier de piétiste et l'autre activiste. Piétiste ? Elle consiste à défendre la "vraie foi" par une stricte observance des pratiques. On le voit dans le catholicisme avec le courant traditionaliste, dans l'islam avec le salafisme et dans le judaïsme avec l'ultraorthodoxie. Ces piétismes présentent un trait particulier : celui d'un fort rigorisme conjugué à un à désintérêt relatif pour la sphère politique. Leur priorité ? Plutôt la préservation d'un mode de vie conforme aux normes religieuses, la transmission de cette observance et, dans certains cas, le recrutement de certains adeptes.

Sauf à préciser que l'intensité de ce prosélytisme varie suivant le type de monothéisme. Dans le christianisme et l'islam, il est universel, ces deux religions se voulant universalistes ; dans le judaïsme, il est interne, limité à la communauté juive, soucieux de ramener à la foi les juifs éloignés de la pratique.

Radicalité activiste

Depuis plusieurs décennies, qu'observe-t-on ? Un processus profond et durable de réaffirmation religieuse avec des radicalités pesant sur la géopolitique mondiale

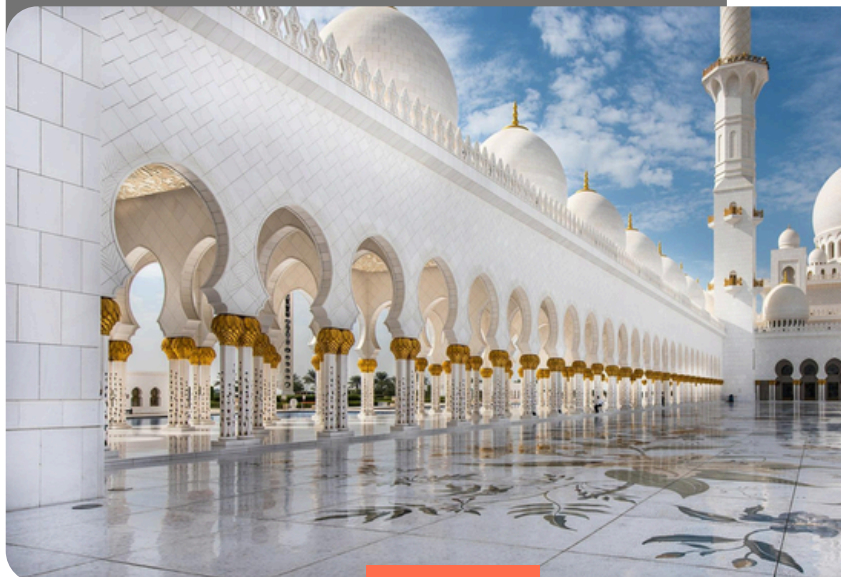
La seconde modalité de radicalité religieuse est, elle, activiste ; elle prône aussi l'orthodoxie et la stricte observance des règles, mais elle ajoute à cette valorisation des pratiques une dimension politique. L'idée n'est pas seulement de rester en retrait dans sa communauté mais d'intervenir et de s'impliquer pour orienter la société tout entière et de peser sur les choix de l'État.



Par **Mustapha Seimi**

Avec les activistes, c'est une tout autre logique : ils veulent changer les règles de jeu. En Israël, les sionistes religieux ont un agenda politique précis : étendre et intégrer la Cisjordanie et Gaza (ce qu'ils appellent la Judée -Samarie) à Israël pour réaliser l'idée du Grand Israël. Aux États-Unis, les évangéliques promeuvent leur vision à travers leur ancrage dans le Parti républicain.

Ils cherchent ainsi à imprimer leur marque dans les politiques concernant la famille, l'éducation, parfois même la politique extérieure à travers le soutien indéfectible à Israël. Ces groupes-là exercent donc un poids direct sur les orientations étatiques et partant sur l'équilibre international.



Leviers d'influence

Quels sont les leviers d'influence ? La capacité à occuper le terrain social là où l'État est absent ou peu présent : dispensaires de santé, activités pour la jeunesse, programmes scolaires ou parascolaires - une "stratégie de la bienfaisance". Ce capital social est ainsi valorisé en capital politique, avec les votes de leurs partisans. Le catholicisme continue de s'étendre vers les Suds; il est aujourd'hui beaucoup plus global.

Le protestantisme évangélique connaît, lui, une expansion spectaculaire, avec un foyer majeur de croissance en Afrique et en Amérique latine. L'islam est lui aussi dans un processus d'expansion avec une croissance plus visible en Afrique et une forte implantation en Europe du fait des migrations.

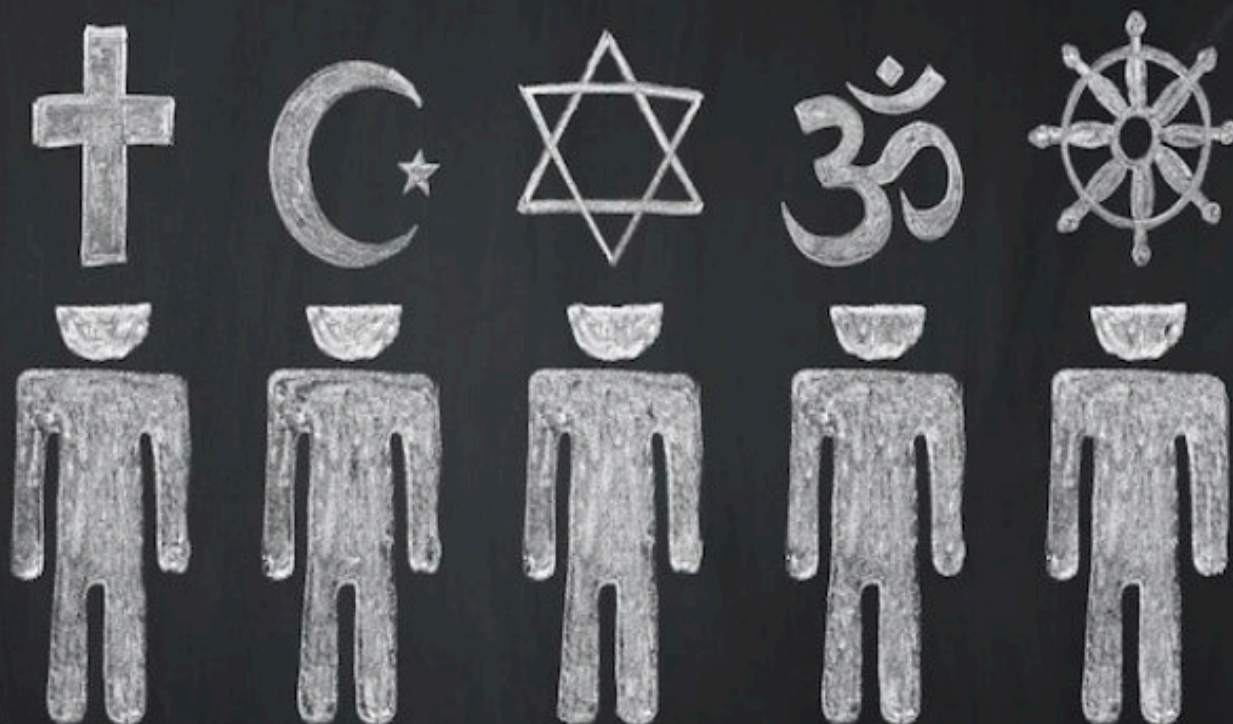
Quant au judaïsme, il n'est pas prosélyte; sa diffusion reste marginale mais à l'intérieur, prévaut un processus de réaffirmation religieuse, en Israël comme en diaspora. L'hindouisme est avant tout une religion "ethnique" comparable au judaïsme mais il connaît une réaffirmation politique avec sa mobilisation en Inde par Narendra Modi. Enfin, le bouddhisme se développe de manière limitée mais reste minoritaire.

Clé de lecture

Le religieux comme clé de lecture du nouvel ordre mondial ? Oui, assurément, mais ce n'est pas la seule clé. Se déploient toujours en effet des logiques économiques, sociales, géopolitiques classiques. Mais en dernière instance, c'est une clé majeure. L'on pensait dans les années 1970 que la modernisation conduirait à la marginalisation du religieux - on parlait même d'un processus linéaire de sécularisation décrochant ainsi le religieux de la société.

Or, les idéologies séculières n'ont pas réussi : tant s'en faut. Elles prétendaient expliquer et orienter l'action humaine sans recours au sacré et au transcendant, reposant sur une vision rationnelle, historique ou scientifique du progrès, de la justice ou de la liberté. Un vide s'est ainsi créé : il a été comblé par la religion.

Celle-ci est ainsi redevenue une ressource mobilisatrice et ce tant à l'intérieur des États qu'à l'échelle internationale. Le religieux est là, présent, prégnant ; il doit être pris en compte pour appréhender les bouleversements du monde contemporain...



DERNIER TANGO POUR LES PARTIS MAROCAINS

Comment sera le Maroc à la fin 2026 ? La question mérite d'être posée car le pays tout entier se trouve dans une sorte de grande salle d'attente, en perspective des élections législatives de septembre prochain. Le gouvernement actuel, et son chef, sont parmi les plus impopulaires qu'ait connu le Maroc depuis son indépendance. Même s'ils ont incontestablement lancé et/ou réalisé moult chantiers, une partie de la population est restée en bord de chemin mais, surtout, ils n'ont pas compris la relève générationnelle qui les houspille aujourd'hui.

L'histoire, on la connaît, et elle se résume globalement au constat suivant :

Les Marocains rejettent leur gouvernement actuel. Et pourtant, confronté à de sérieuses difficultés (guerre en Ukraine, post-Covid, sécheresse, instabilité mondiale, ...), il a fait face, évitant au pays des difficultés encore plus sérieuses. Mais personne ne le sait car le chef du gouvernement ne communique pas et des remugles de 'fassad' l'éclaboussent chaque jour et l'entachent durablement.

Nous en étions là quand les jeunes du pays ont décidé de dire « stop ! ». Ils ont crié, ils ont défilé, ils ont « milité » et échangé sur Discord et ailleurs, et ils ont été entendus. Ils savent aujourd'hui, bien qu'une grande partie d'entre eux doute encore, que la solution à leurs préoccupations passera par les prochaines législatives. Le dernier conseil des ministres a annoncé bien des ouvertures dans ce sens. La balle est aujourd'hui dans le camp des parlementaires qui devront poser les nouvelles règles. Mais ce qui apparaît au premier abord prend la forme d'une question philosophique. Comment régénérer une scène politique par et avec ceux-là mêmes qui ont contribué à la nécrose du système et la névrose des populations ?

De la réponse à cette question, si elle existe, dépendra la crédibilité des élections à venir. Mais est-ce être pessimiste, voire nihiliste, que de douter de la valeur de cette réponse ? Non, car les projets d'amendements présentés par le gouvernement pour les lois sur les partis et la Chambre des représentants ne portent pas nécessairement vers l'espoir en la concrétisation du changement annoncé...



Par **Aziz Boucetta**

Qu'y trouve-t-on ?

Bien sûr, les trois mesures phares annoncées en conseil des ministres sur la possibilité de se présenter sans appartenance politique pour les moins de 35 ans, les subventions de ces dernières listes à 75% de leurs frais et la féminisation intégrale des listes régionales. En dehors de cela, on trouve ceci :

1/ Un durcissement des conditions d'éligibilité, ratissant large sur les interdictions qui se fondent sur des condamnations judiciaires. Ceux qui ont proposé cela semblent ne pas prendre en compte que les élus indécents le deviennent après avoir été élus. Une mesure cosmétique, donc...

2/ Beaucoup de peines de prison prévues pour la communication durant les campagnes électorales et même certaines formes de contestation des résultats. Curieux pour un parlement et une majorité qui se vantent de protéger les libertés et d'avoir introduit les peines alternatives.

3/ Possibilité pour les partis politiques de créer des sociétés commerciales, aux contours bien définis. Mais en dépit de cela, il suffit de se rappeler du sort des fonds alloués aux partis pour frais de missions et d'études pour craindre le pire...

Or, le changement annoncé est d'ordre moral et non technique, électoral et non financier, permissif et non coercitif. Mais c'est le contraire qui semble avoir été proposé au parlement par le gouvernement, et qui sera bien évidemment voté par les députés, inféodés au même gouvernement. Autrement dit, il ne faudra pas s'étonner de voir soit une désaffection du processus électoral soit une inflation de listes indépendantes, les unes sincères, les autres attirées par la subvention promise.

Et tout le processus sera dévoyé, sachant que la situation est sensible et que les jeunes ne sont pas vraiment connus pour leur patience et qu'ils ne doivent surtout pas nourrir le sentiment d'une déception.

- Pourquoi le gouvernement et les députés ne se montrent-ils donc pas aussi clairs que l'ont été les décisions prises en conseil des ministres ?

- Les délibérations et l'esprit de ce qui y a été décidé ne prévalent-ils donc plus une fois franchi le seuil du palais royal ?

- Pourquoi ne se montrent-ils pas aussi imaginatifs qu'attendu, aussi créatifs qu'espéré ? Pourquoi sont-ils incapables de créer la surprise, la bonne surprise ?

Peut-être en sont-ils inaptes... et dans ce cas, que font-ils dans cette galère ? Ils doivent pourtant savoir et comprendre que leur espérance de vie et de crédibilité atteint ses limites et qu'aujourd'hui, ils dansent leur dernier tango...



Les jeunes ont été inventifs, battant le macadam et triturant leurs claviers, et le roi a fait montre d'innovation institutionnelle.

Or, entre le chef de l'Etat et la population, il y a ce qu'on appelle les corps intermédiaires et les institutions, mais ils ne semblent pas tout à fait au point pour répondre aux immenses défis sociétaux et politiques qui se profilent à l'horizon.

Il faut être inventif, audacieux... ouvrir sérieusement les élections aux jeunes en contrôlant les potentiels dérapages, et en mettant des conditions pour ne pas se retrouver avec des centaines de listes, ce qui rendra l'élection impossible, le résultat incertain et les caisses de l'Etat exsangues, à force de subventionner.

L'affaire est éminemment sérieuse et de cette nouvelle législation électorale devra émerger un Maroc nouveau. Les députés et le gouvernement ne sont définitivement pas aptes à cela, soit par incompetence, soit par calculs soit par inadaptation.

Et là encore, peut-être qu'une commission « paritaire » devrait être mise en place pour penser et proposer la réforme électorale, regroupant quelques ministres, les chefs des principaux partis représentés au parlement, des conseillers royaux et des membres de la société civile, jeunes et moins jeunes.

Ainsi, le Maroc entier serait représenté dans toutes ses composantes, et une vraie loi, effective et donc efficiente, verrait le jour. On ne peut qu'espérer que cette élection sera différente des autres, pour avoir un Maroc politique différent de ce que nous connaissons, et surtout pour éviter un Maroc que nous ne voudrions pas connaître...

LE MAROC, PUISSANCE CONTENUE : TROIS POINTS DE CROISSANCE EN SUSPENS

Entre croissance bridée et inertie institutionnelle, le Maroc vit une contradiction silencieuse. Malgré un effort d'investissement parmi les plus élevés du monde émergent, la machine économique tourne en dessous de son potentiel réel. Dans cette analyse, Adnan Debbarh aborde un angle inhabituel et expose le concept de « PIB institutionnel » pour mesurer le coût de la lenteur administrative et plaide pour un État de résultats, où chaque décision se juge à sa vitesse d'exécution autant qu'à son impact.

Quand l'administration tarde, l'économie trébuche.

Il existe un Maroc que nos indicateurs ne captent pas : celui des projets différés, des décisions suspendues, des autorisations qui n'arrivent jamais à temps. C'est l'usine qui n'ouvre pas, l'emploi qui ne se crée pas, l'innovation qui part à l'étranger. Ce Maroc invisible n'apparaît dans aucun budget, dans aucune loi de finances, mais il hante toutes les statistiques. Il forme une économie fantôme : celle des opportunités perdues, des marges éteintes, des investissements découragés.

Or, comme l'a rappelé le Roi Mohammed VI dans son discours du Trône du 30 juillet 2022, « l'État ne parle plus au nom du bien, mais au nom du résultat ». Cette formule, appelée à devenir la colonne vertébrale de la doctrine publique nouvelle, marque une rupture décisive : la gouvernance cesse d'être un idéal moral ; elle devient une obligation de performance.

Dans cette nouvelle ère de l'État de résultats, la vraie question n'est plus de savoir combien l'État dépense, mais ce qu'il active. Autrement dit : quelle part de la richesse nationale est empêchée non par manque de moyens, mais par la lenteur, la complexité ou l'imprévisibilité des décisions publiques.

Le paradoxe marocain se lit d'un seul chiffre : près de 33 % d'investissement total rapporté au PIB, pour une croissance moyenne de 4,5 %. Aucun autre pays émergent ne présente un tel déséquilibre entre effort et rendement. Nous investissons beaucoup, mais mal. Le problème n'est pas la quantité d'argent injectée, mais la lenteur avec laquelle cet argent se transforme en activité réelle. L'économie avance quand les institutions bougent. Quand elles hésitent, l'élan collectif se brise.



Par **Adnan Debbarh**

Ce décalage entre énergie économique et inertie institutionnelle révèle une vérité dérangeante : le principal facteur limitant de la croissance marocaine n'est plus financier, mais organisationnel. Nous disposons de ressources, d'investisseurs, de capitaux et d'outils. Ce qui manque, c'est la vitesse.

Cette lenteur diffuse, dans les arbitrages, les procédures, les contrôles ou les validations, n'est pas un défaut moral mais une perte de rendement. Elle agit comme une friction invisible qui ralentit la transmission entre décision publique et résultat économique. Ce n'est pas la rareté du capital : c'est la viscosité du système administratif.



C'est de ce constat qu'émerge la notion de PIB institutionnel.

Là se trouve la bascule intellectuelle : il ne s'agit plus d'accuser l'administration, mais de comptabiliser le coût de son inertie. Ce n'est pas une morale, c'est une méthode.

Il s'agit d'une manière nouvelle de penser la richesse nationale : non plus seulement par la production matérielle, mais par l'efficacité du cadre qui la rend possible. Le PIB institutionnel désigne la richesse que nous créerions si notre appareil administratif fonctionnait à son optimum.

Inspiré des travaux de Douglass North, Dani Rodrik et Daron Acemoglu, il se calcule, conceptuellement, comme la différence entre le PIB potentiel, celui qu'une gouvernance fluide permettrait d'atteindre, et le PIB effectif. Ses variables sont connues : le temps moyen de décision, le taux d'exécution budgétaire,

Or, le changement annoncé est d'ordre moral et non technique, électoral et non financier, permissif et non coercitif. Mais c'est le contraire qui semble avoir été proposé au parlement par le gouvernement, et qui sera bien évidemment voté par les députés, inféodés au même gouvernement. Autrement dit, il ne faudra pas s'étonner de voir soit une désaffection du processus électoral soit une inflation de listes indépendantes, les unes sincères, les autres attirées par la subvention promise.

Et tout le processus sera dévoyé, sachant que la situation est sensible et que les jeunes ne sont pas vraiment connus pour leur patience et qu'ils ne doivent surtout pas nourrir le sentiment d'une déception.

- Pourquoi le gouvernement et les députés ne se montrent-ils donc pas aussi clairs que l'ont été les décisions prises en conseil des ministres ?

- Les délibérations et l'esprit de ce qui y a été décidé ne prévalent-ils donc plus une fois franchi le seuil du palais royal ?

- Pourquoi ne se montrent-ils pas aussi imaginatifs qu'attendu, aussi créatifs qu'espéré ? Pourquoi sont-ils incapables de créer la surprise, la bonne surprise ?

Peut-être en sont-ils inaptes... et dans ce cas, que font-ils dans cette galère ? Ils doivent pourtant savoir et comprendre que leur espérance de vie et de crédibilité atteint ses limites et qu'aujourd'hui, ils dansent leur dernier tango...



Il y a aujourd'hui, assurément, une dynamique sociétale en marge. Elle est effervescente, éruptive, portée notamment par la jeunesse. Elle est un grand atout. Il importe que la moralisation produise ses effets. Il reste à conjuguer un volontarisme politique avec des moyens institutionnels appropriés adéquats.

Le ton a été de nouveau donné avec les orientations royales données lors du dernier Conseil des ministres, le 19 octobre courant.

En particulier, ont été approuvés deux projets de loi organique, l'un relatif à la Chambre des représentants et l'autre aux partis politiques. Se pose à cet égard cette problématique de la moralisation politique encore en instance.

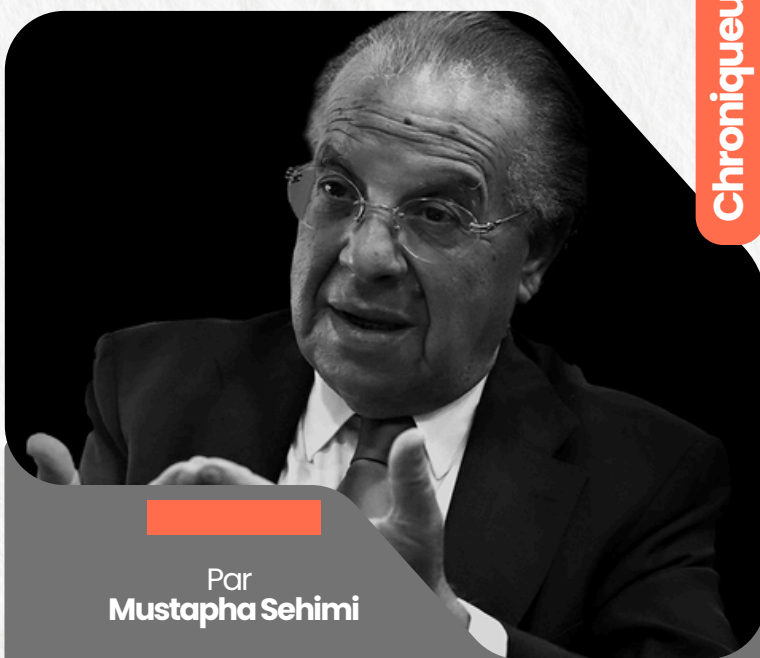
Le premier a le souci de moraliser les prochaines échéances législatives prévues en principe pour septembre 2026. De quoi s'agit-il ? De garantir l'intégrité des prochains scrutins et d'élire des parlementaires jouissant de légitimité et de confiance. Les valeurs morales doivent ainsi prévaloir dans le processus électoral.

Il faut relever que l'état des lieux dans ce domaine est fortement préoccupant. Ainsi depuis 2021, pas moins de 26 députés ont été poursuivis ou condamnés pour des affaires de corruption, de détournement de fonds ou d'abus de pouvoir. Parmi eux, 11 ont été incarcérés. Il faut y ajouter une trentaine d'autres qui ont perdu leur siège par suite de décisions de la Cour constitutionnelle dont 15 après des condamnations judiciaires en dernier ressort.

Il faudra attendre la présentation de ce texte lors de la délibération parlementaire pour être fixé sur le détail. Le principe qui prévaut en tout cas est le suivant : le durcissement des sanctions frappant les infractions électorales. Le second texte intéresse, lui, les formations partisanes et l'instauration de règles de gouvernance interne. D'abord la transparence et la sincérité de leur gestion financière avec une comptabilité détaillée des dépenses et des recettes. Il faut dire qu'il y a encore une certaine dose d'opacité à cet égard.

C'est tellement vrai qu'il y a de l'«informel» là aussi, qui a été relevé d'ailleurs par la Cour des comptes ! Cette même institution a également signalé que certains partis n'avaient pas déposé leurs justificatifs des dépenses relatives à l'utilisation de la subvention de l'État en 2021. De quoi se poser cette question de principe : seront-ils éligibles à celle prévue en 2026 ? C'est implaidable puisque c'est de l'argent public...

DE LA MORALISATION POLITIQUE



Par
Mustapha Seimi

Autre secteur à assainir : l'achat de voix.

Que faire ? Comment le sanctionner ? Il ne laisse pas de trace ; il n'est pas formalisé de quelque façon que ce soit ; mais il doit être cependant sanctionné. La conscience civique des électeurs est en cause. Il y a là un fait culturel et social lié à ce qui s'apparente à une aubaine pour des électeurs recevant des billets de la part de candidats.

Souvent, c'est une sorte d'écosystème électoral, décentralisé au niveau des circonscriptions, avec des réseaux de rabatteurs quadrillant des quartiers urbains ou des territoires ruraux, monnayant des dizaines voire des centaines de bulletins. L'administration, dans toutes ses composantes, a les moyens d'information de toutes ces pratiques. Il n'y a pas de «clientélisme zéro», cela n'existe nulle part dans le monde.

Mais ce phénomène doit pouvoir être réduit et jugulé de manière significative pour ne pas continuer à aggraver le déficit de confiance des électeurs à l'endroit des partis et partant de la démocratie représentative.

« La lutte contre la corruption publique doit être une priorité pénale ; elle doit se décliner autour de la moralisation de la vie publique et de la lutte contre la corruption financière »

Une stratégie pour une moralisation politique est une «longue marche». Globalement, la Constitution de 2011 fait de la bonne gouvernance un principe fondamental de l'État (art. I, 36, 154 à 170). Mais des interrogations subsistent.

Les lois sont-elles appliquées de manière égale ? N'y a-t-il pas de faibles sanctions contre la corruption politique ? Les partis politiques sont-ils vigilants dans la sélection éthique de leurs candidats ? Le dispositif législatif encadre-t-il de manière satisfaisante les conflits d'intérêts ?

By Lodi

Couverture média spéciale

L'ODJ Media sera présente sur place pour assurer le live streaming de l'événement et installer un plateau Web TV dédié : entretiens à chaud avec les intervenants, Reels en temps réel et interactions avec les jeunes sur nos plateformes tout au long du meeting.



Live streaming ● LIVE

AL MIZAN YOUTH MEETUP 2.0



November 1 & 2 2025



Ils étaient plus de 35 et nous n'en voyions que peu, aurait dit Jacques Brel s'il était toujours parmi nous... Mais entendons-nous bien, les partis politiques au Maroc, leur effectif et leur diversité, un peu trop diversifiée d'ailleurs, sont un des marqueurs de cette spécificité marocaine dont tout le monde parle. Nos partis détiennent des records, en longévité, en ancienneté et aussi en originalité.

Aujourd'hui, ils sont bousculés, malmenés, dans le doute. Mais comme dans le foot, tout n'est pas perdu s'ils font entrer les bons éléments.

En termes de records, nous avons en effet ce qu'il faut :

L'Istiqlal est l'un des plus vieux partis au monde, le MP doit détenir le record du secrétaire général qui est resté le plus longtemps en fonction (36 ans), le PAM est une formation qui a triomphalement remporté le trophée du parti devenu le premier aux élections municipales, un an après sa création, le RNI est probablement le seul parti au monde à avoir largement remporté une élection sans idéologie clairement identifiée et les gens n'y ont vu que du bleu...

Et enfin, dernière prouesse en date de nos partis politiques, survivre au 20ème siècle dans le très tumultueux 21ème siècle. Les partis au Maroc continuent de développer un discours qui aurait fait les grandes heures de notre passé récent et stressant, et ils ne semblent pas avoir compris que la démographie du pays a changé, que les jeunes Y tiennent aujourd'hui les manettes de l'économie et sont acteurs sociaux et associatifs et que les jeunes Z s'invitent aussi désormais dans la danse. En attendant les Alpha.

En face, que font-ils ? Le PAM en fait des tonnes avec la com, plaçant même trois jeunes au lieu d'un(e) seul(e) à sa tête, l'USFP reste sous la coupe des éléphants du parti, le RNI coule et sa colombe n'a plus le cœur à roucouler, le MP essaie de se réinventer en évitant de faire son inventaire... Seuls le PPS, l'Istiqlal et le PJD déroulent encore un discours audible et, si on pousse un peu, crédible.

Pourquoi donc ces partis qui essaient de se mettre à l'air du temps ne sont-ils plus si audibles et encore moins crédibles ?

LES PARTIS POLITIQUES PEUVENT ENCORE RESSUSCITER



Par
Aziz Boucetta

Parce que, soumis à forte pression sous Hassan II et son ministre Driss Basri, ils ont pris l'habitude de recevoir des instructions ou, à défaut, d'en réclamer. Et puis il faut reconnaître que l'arrivée de Driss Jettou à la Primature avait créé un traumatisme au sein de notre classe politique.

On peut donc dire que si le problème de ce pays vient en grande partie des formations politiques, ces dernières ont elles-mêmes connu des problèmes, des freins, des entraves.

Mais depuis 2011, les choses auraient dû changer. La constitution adoptée cette année-là est très avant-gardiste sur le papier, et elle aurait pu le devenir aussi sur le terrain si les partis politiques avaient eu des chefs qui savent y faire et qui aient eu le courage et l'audace de faire. Avec Abdelilah Benkirane, le Maroc avait bâti un système qui ressemble à une démocratie représentative, avec une opposition et une majorité qui se confrontaient et au besoin s'affrontaient (en foire d'empoigne, mais ça, c'était dépassable).

Nous étions alors dans la normalité car le choix éminemment stratégique du multipartisme, décidé à l'indépendance et reconfirmé 50 ans après, est désormais inscrit dans nos gènes. C'est pour cela que les citoyens, ayant entretemps (re)perdu confiance dans les partis, ont tourné le dos à l'opération électorale. Les choses ont en effet commencé à dévier en 2016/17, avec le fameux blocage qui avait duré ce qu'on sait et fini comme on sait.

Depuis cette date, le RNI, sans être formellement à la présidence du gouvernement, le dirige effectivement. Et c'est le cas encore, concrètement et institutionnellement, depuis 2021.

Le résultat, on le connaît aujourd'hui...

Le roi appelle les partis à ne plus se dissimuler derrière lui, exhorte les politiques à faire leur travail ou à s'en aller, leur demande de réfléchir et d'élaborer un modèle de développement et, ne voyant rien venir, nomme une commission qui s'en occupe, et depuis cinq ans, le souverain hèle et interpelle les gouvernements sur la question des jeunes, de la famille, des femmes.

Et les choses ne s'arrangent pas, elles ne s'arrangent jamais. La majorité actuelle est artificiellement soudée, mais soudée quand même, malgré les turpitudes recensées (lutte molle contre la corruption, technocratie triomphante, silence médiatique, arrogance insoutenable de certains...), et l'opposition, dispersée, cassée, offensée, stressée, attend les prochaines élections pour essayer d'améliorer sa situation.

Les dernières décisions prises en conseil des ministres sont un coup dur pour les partis, qui tentaient bon an mal an de survivre dans un environnement social qui leur est de plus en plus hostile. Désormais, on pourra faire sans eux, mais ce n'est pas la solution ; ce serait même s'enfoncer dans la crise. En effet, rien de bien en démocratie ne peut se faire sans partis, mais des partis forts, ingénieux, pertinents, audacieux, qui acceptent de dire oui mais qui savent dire non. Il y a des manières de dire non, et nos responsables politiques sont talentueux dans l'art du Verbe.

Le Maroc a besoin de partis politiques forts, les citoyens le sentent mais, de guerre lasse, leur tournent le dos. Et il est trop tard pour créer d'autres formations d'ici l'été prochain, sans risque de prêter le flanc aux mêmes critiques qu'aujourd'hui... Il appartient aux chefs des partis actuels de se montrer à la hauteur des enjeux qui nous attendent tous, au risque de nous plonger tous dans un marasme encore plus profond que celui que nous connaissons.



ONU/ SAHARA MAROCAIN : SOIXANTE JOURS...

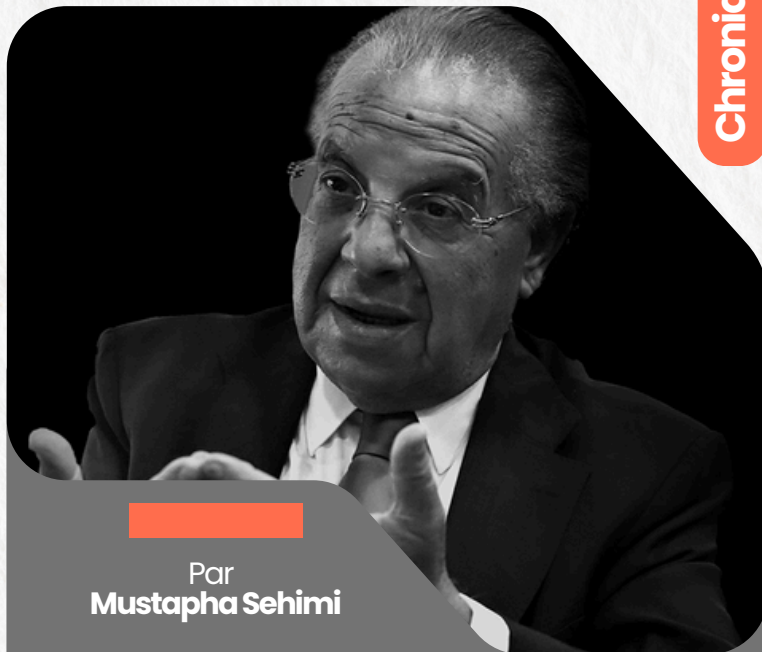
Daté du 30 septembre dernier, rendu public hier, le rapport du Secrétaire général de l'ONU sur la question du Sahara marocain fait traditionnellement le point sur les multiples aspects du déroulé de ce dossier depuis un an. Il est cependant décalé par rapport aux nouveaux termes de l'évolution enregistrée, en particulier pour ce qui de la dynamique largement consensuelle en faveur du Maroc. Mustapha Sehimi revient sur ces avancées décisives dans les semaines à venir.

La situation n'a pas tellement changé, explique Antonio Guterres.

Elle "a continué par des tensions et des hostilités de faible intensité" entre le Maroc et le mouvement séparatiste. Il explique ensuite que "la reprise d'un dialogue international a contribué aux efforts de l'Organisation des Nations Unies visant à faire avancer le processus politique sous la conduite de son Envoyé personnel, Staffan de Mistura". L'on a droit ici à ce qu'il faut bien appeler un abus de langage. Cet émissaire onusien a-t-il vraiment la main ? Pas vraiment.

Il faut rappeler en effet qu'il a été pratiquement décrédibilisé – et même délégitimé – avec sa proposition faite voici un an, au Conseil de sécurité, avec sa proposition incongrue d'une partition des provinces sahariennes récupérés entre le Royaume et le "Polisario". Un recyclage plus de deux décennies après, de la proposition du président Bouteflika faite à James Baker, alors Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU, à Houston, en novembre 2001, d'un plan de partage...

Si bien que De Mistura n'est pas plus un médiateur, ni un facilitateur audible, cette fonction lui échappant au profit de l'administration Trump. Réélu pour un nouveau mandat, le locataire de la Maison Blanche avait décidé, à la fin de sa première présidence, le 10 décembre 2020, de reconnaître la marocanité des provinces méridionales du Royaume en consacrant l'initiative de ce dernier, en date du 11 avril 2007, comme la seule solution de règlement négocié entre les parties.



Par
Mustapha Sehimi

Une dynamique accélérée

Guterres explique que "la reprise d'un dialogue international a contribué aux efforts de l'ONU visant à faire avancer le processus politique sous la conduite de son Envoyé personnel, Staffan de Mistura". L'on a droit ici à ce qu'il faut bien appeler un abus de langage. Cet émissaire onusien a été pratiquement décrédibilisé – et même délégitimé – avec sa proposition avec sa proposition incongrue d'une partition des provinces sahariennes

De là, a été enclenchée une dynamique s'accéléralant de plus en plus pour élargir le périmètre d'adhésion et de soutien de puissances influentes à la cause nationale (France et Royaume-Uni membres permanents du Conseil de sécurité) et d'autres comme l'Allemagne, l'Espagne, des pays africains importants (Nigéria, Ghana), caribéens, européens et autres.

Si la Chine observe toujours une neutralité bienveillante, la Russie qui traditionnellement avait la même position – celle de l'abstention au vote des résolutions de la haute instance onusienne – a évolué ces derniers jours.



A l'occasion de la 8ème session de la commission mixte intergouvernementale, à Moscou, le ministre des Affaires étrangères, Serguei Lavrov, a eu des entretiens avec son homologue marocain, Nasser Bourita, les 15-16 octobre courant. Lors d'une conférence de presse, il a ainsi déclaré que "toute solution acceptable pour toutes les parties serait satisfaisante". Et d'ajouter que la proposition de Rabat d'autonomie "pourrait faire partie de la solution". Nous notons le rôle joué par la proposition marocaine d'autonomie comme cadre de règlement.

Voilà bien, il faut le relever, un changement diplomatique significatif alors que Moscou avait jusque-là gardé une posture pratiquement distanciée sous couvert de neutralité et partant d'abstention au Conseil de sécurité.

Les lignes bougent

Les lignes bougent donc. Le Département d'État américain se mobilise pour accélérer le processus politique en vue d'aboutir à une solution définitive au conflit artificiel autour du Sahara marocain. Au Conseil de sécurité, c'est l'ambassadeur américain, traditionnellement pen holder ("Porte-plume") du projet de résolution qui a été chargé de préparer un texte. Il invite les parties concernées Maroc, Algérie, Polisario et Mauritanie, à reprendre les négociations sans conditions préalables, sur la base exclusive de la proposition marocaine d'autonomie.

Cette formulation fait justice, si besoin était, de manière implicite à la référence au référendum d'autodétermination abandonnée d'ailleurs dans les résolutions du Conseil de sécurité depuis... 2003 ! Alger et le "Polisario" sont désormais au pied du mur, l'impasse est totale. Ces parties doivent opérer une révision déchirante de leurs positions communes sur ce dossier.

Elles n'ont pas d'autre choix que de se réinsérer dans le processus onusien. L'Algérie a récusé en 2020 le format des tables rondes qui avaient été tenues en décembre 2018 et mars 2019 en Suisse. Quant aux séparatistes, ils avaient également épousé cette position en ajoutant qu'ils dénonçaient le cessez-le feu le 20 novembre 2020, au lendemain de l'opération de normalisation de la circulation par les FAR du poste frontière de Gueguerat avec la Mauritanie.

Un agenda contraignant

L'agenda actuel est contraignant et il paraît devoir s'imposer à ces deux parties. Le conseiller pour l'Afrique du président Trump, Massad Boulos, a insisté sur l'implication de l'Algérie comme partie essentielle, relevant au passage le statut minoré du mouvement séparatiste "qualifié de "groupe du Polisario". Une autre évolution tout aussi significative regarde le mandat de la Minurso mise en place en septembre 1991.

Elle n'a pas à prendre en charge un référendum comme c'était prévu voici plus de trois décennies. Elle est appelée à être reformatée pour connaître désormais du monitoring de l'assistance à l'application du plan marocain d'autonomie sur le terrain. Plus encore, il n'est plus question d'un renouvellement de sa mission pour une année mais pour un mandat limité à trois mois, soit jusqu'à la fin janvier 2026.

Pourquoi un renouvellement seulement trimestriel ? Pour accélérer le calendrier diplomatique, faire pression sur Alger et le "Polisario" et pousser à des négociations devant être engagées dans les prochaines semaines, conformément au canevas qui va être précisé dans la nouvelle résolution du Conseil de sécurité à la fin de ce mois d'octobre 2025.

En somme, un délai de soixante jours. Une évaluation des avancées de ce processus de règlement sera faite au terme des six premières semaines qui suivront, soit le 15 décembre prochain. Le deadline des négociations donc dans 3 mois. Tout sera sur la table pour une évaluation conséquente : réévaluation de la Minurso, plan de règlement et de paix. Cinquante ans après la Marche Verte, justice sera rendue au Maroc sur la base de ses titres historiques et juridiques par la communauté internationale. Une nouvelle séquence...



LEÏLA SLIMANI : QUAND UNE PAROLE POUR PLAIRE TRAHIT, LA RÉALITÉ DE TOUT UN PAYS...

Les récentes déclarations de l'écrivaine Leïla Slimani, marocaine pour nous, franco-marocaine pour les plateaux de télévision, ne sont pas du tout passées comme une lettre à la poste. Leïla Slimani a eu un propos tout particulièrement au sujet des femmes et des mères marocaines qui a suscité une vive controverse dépassant la simple divergence d'opinion.

Leïla était parmi les invités de l'émission "Tout le monde en parle". Une émission qui a survécu à son concepteur Thierry Ardisson, au Québec et pas en France. Les propositions en question, perçues comme condescendantes, déconnectées des réalités sociales et culturelles du Maroc, ont profondément heurté de très nombreuses Marocaines. Notamment et en première celles qui, comme elle, écrivent en français et s'abreuvent d'émissions culturelles en français.

Elles ne lui ont pas passé les propos, loin de là. Beaucoup lui ont répondu. Certaines plus sèchement que d'autres. Elle en a reçu sur la gueule comme jamais dans sa vie. Les réactions sont posées, argumentées et sans ménages même si gentiment débitées. Certaines sont de véritables leçons à l'adresse de quelqu'un qui a bien mérité un rappel à l'ordre et des plus puissants.

Toutes lui rappellent que souvent bon nombre de mamans, contraintes par des conditions difficiles, ont élevé leurs enfants avec courage, dignité et un sens aigu des valeurs, et elles refusent aujourd'hui que leur engagement soit réduit à des clichés simplistes ou à des jugements à sens uniques dont le seul mais est de faire le buzz sur les plateaux de télévision.

Sur les réseaux sociaux et dans les espaces publics, la réaction a été unanime et passionnée.

Les femmes marocaines, du moins celles qui se sont exprimées, ont rejeté fermement la vision stéréotypée dont elles ont été victimes, dénonçant une posture parfois moralisatrice et occidentaliste qui ignore la complexité et la richesse de leur vécu.



Par **Aziz DAOUDA**

Leur rôle ne peut ni se réduire ni se caricaturer, car il est fondamental dans la construction de la société marocaine, elle-même en mutation mais profondément enracinée dans ses traditions, sa résilience et son identité propre.

La phrase où Leïla Slimani parle de la vengeance comme une valeur que les mamans enseigneraient à leurs enfants, les filles en particulier, ne passe pas et ne passera pas. Elle a avancé en exemple sa propre grand mère, absente pour la contredire...

Cette expression est tout authentiquement inappropriée que fallacieuse. C'est plutôt le contraire qui est vrai : l'une des valeurs fondamentales de la société marocaine est justement le pardon.

Le pardon est ici enseigné et vécu au quotidien dans le relationnel sociétal. La vie tourne autour du pardon. Le mot pardon en darija est prononcé des dizaines de fois par jour par tous ici.

Lalla Leïla, faut-il vraiment vous rappeler que la culture marocaine ne se nourrit pas de rancune et encre moins de vengeance, mais d'exigence :

Une exigence de respect et de nuance.

Aujourd'hui, la société marocaine progresse, mais elle rejette fermement les jugements extérieurs imposés sans une connaissance approfondie du contexte local, qu'il soit culturel ou culturel. En tant que figure publique représentant le Maroc sur la scène internationale, si vous le voulez bien, vous devriez faire preuve d'une plus grande prudence et d'empathie dans votre proposition.

Dire une vérité est une chose, l'inventer en est une autre, d'autant plus que la circonstance n'était point une fiction mais bien une émission grand public.

Cette polémique met en lumière une fracture symbolique persistante entre une certaine élite installée à l'étranger et le Maroc réel, celle qui vit, lutte et avance à son rythme certes mais avance très bien. Critiquer est légitime, remettre en cause est salutaire mais cela doit toujours se faire avec rigueur, responsabilité et surtout dans le respect.

La parole publique ne doit jamais humilier ni infantiliser les femmes marocaines et encore moins dans leur rôle essentiel et vital : celle d'élever les nouvelles générations.

Le Maroc ne se fige pas dans des stéréotypes.

Les femmes marocaines, qu'elles soient avocates, entrepreneures, enseignantes, artistes, ouvrières, artisanes ou mères au foyer, mènent chaque jour, dans l'ombre des combats essentiels, fondés sur une force tranquille digne d'admiration.

Leur modernité est un processus intérieur, patient et authentique, qui n'a rien à envier aux discours importés. Leur devenir est entre leurs mains et ne se fera pas au gré de paroles prononcées ici ou là dans le seul mais d'épater une assistance avide d'orientalisme primaire.

Au-delà, cette affaire révèle plus largement la difficulté que rencontrent certains Marocains et Marocaines de la diaspora à concilier distance et sensibilité vis-à-vis de leur pays d'origine. C'est d'un pont qu'avait besoin ce dialogue, fondé sur une écoute sincère et un partage respectueux des expériences. À travers cette maladresse, Leïla Slimani a montré combien une parole déconnectée peut bénir profondément, surtout lorsqu'elle émane de l'une des nôtres.

Et si l'expression prononcée par Leïla Slimani ne faisait que traduire son ressenti personnel et peut être un désir de vengeance refoulé en relation avec son passé familial. Son papa, le défunt Othmane Slimani, éminent économiste, après avoir été ministre et patron de banque, avait connu une véritable descente aux enfers, accusé de malversations.

Il succombera à un cancer des poumons avant la fin du processus judiciaire, ayant fait appel suite à un premier jugement le condamnant en première instance. Il faut reconnaître au défunt que c'est sous sa présidence de la Fédération Royale Marocaine de Football que l'Équipe Nationale du Maroc de Football a remporté l'unique titre africain qu'elle possède à ce jour.

C'était en 1976. Les marocains n'ont jamais oublié cette épopée et en remercient toujours Si Slimani, le sélectionneur Mehdi Belmejdoub, l'entraîneur Mardarescu et les joueurs de l'époque avec à leur tête Ahmed Faras.

Madame Slimani, qui mérite le respect pour ce qu'elle est, doit simplement intégrer que le Maroc ne réclame pas de leçons, mais une véritable compréhension et un dialogue respectueux pour accompagner sa transformation et les grands progrès engrangés.

Le fait de colporter des inepties et des idées qui ne collent ni à son histoire, ni aux valeurs de ses citoyens et encore moins à celles de ses femmes, n'honore pas une écrivaine qui aspire à marquer l'histoire.

Beaucoup avant elle ont tenté le même cheminement dans leur quête de vouloir être plus royalistes que le roi ; jamais personne n'a réussi. Le Maroc, on peut le quitter, mais lui ne nous quitte jamais, et c'est pour cela qu'il faut le respecter.

Le Maroc c'est sûrement bien manger, bien boire mais pas se venger.

C'est là ma réponse à Leila Slimani au nom de ma mère, de ma grand-mère et de toutes les mères et grands-mères, si elles



LA FACTURE DE LA PAIX

Un texte calibré pour New York :

À New York, les murs du siège des Nations Unies s'apprêtent à résonner une fois encore du vieux refrain saharien. Comme chaque automne, le Conseil de sécurité doit statuer sur la reconduction du mandat de la MINURSO, la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara.

Et, comme à chaque échéance, le Front Polisario cherche à peser sur le débat par un geste symbolique, une déclaration de principe ou un courrier adressé au Secrétaire général. Cette année, Ibrahim Ghali a choisi la forme la plus solennelle : une lettre à António Guterres accompagnée d'un document pompeusement intitulé « Proposition élargie pour une solution politique mutuellement acceptable ». Le ton est posé, presque conciliant.

Le moment, choisi avec minutie : la semaine précédant les consultations du Conseil. L'intention, limpide : rappeler que le Polisario existe encore sur la scène diplomatique et que, malgré son effacement médiatique et politique, il demeure un acteur du processus onusien. Mais derrière la rhétorique policée et la gestuelle diplomatique, ce texte révèle autre chose : la peur d'un mouvement qui voit l'Histoire lui échapper, et qui tente, une fois encore, de figer un statu quo que la réalité géopolitique ne reconnaît plus.

Une manœuvre de rattrapage diplomatique

Ibrahim Ghali sait que le rapport de forces ne lui est plus favorable. Depuis 2020, le Maroc a accumulé des points diplomatiques décisifs : la reconnaissance américaine de sa souveraineté sur le Sahara, la multiplication des ouvertures consulaires à Laâyoune et Dakhla, la consolidation du soutien du Golfe, la neutralité croissante de plusieurs États européens, et la transformation visible des provinces du Sud en pôles d'investissement et d'intégration africaine.

Dans ce contexte, la lettre du Polisario ressemble à une manœuvre de rattrapage diplomatique. En se présentant comme prêt à « partager la facture de la paix », le mouvement tente de réintroduire un langage de compromis, à la fois pour séduire le secrétariat général de l'ONU et pour éviter d'apparaître comme la partie la plus rigide du conflit.



Par **Rachid BOUFOUS**

Mais cette posture, si habile soit-elle, ne change rien à la faiblesse structurelle du projet sahraoui : l'absence de base politique, l'usure d'une génération de dirigeants et la dépendance totale vis-à-vis d'Alger.

L'illusion du référendum et la nostalgie des années 1990

Le texte de Ghali ressuscite, presque mot pour mot, les formulations de la proposition de 2007 : un référendum d'autodétermination sous supervision de l'ONU et de l'Union africaine, incluant le Maroc comme partenaire de bonne volonté. En invoquant la résolution 1754 (2007), le Polisario tente de redonner vie à un cadre qui n'existe plus que sur le papier.

Or, le référendum est mort de sa propre irréalité. Depuis le différend sur le corps électoral, aucune mission onusienne n'a pu en tracer les contours concrets. Les diplomates eux-mêmes, au fil des rapports successifs de Guterres et de son envoyé personnel Staffan de Mistura, n'en parlent plus que comme d'un souvenir administratif.

La « solution politique mutuellement acceptable » a remplacé le référendum dans toutes les résolutions depuis quinze ans. En réclamant son retour, le Polisario s'enferme dans la nostalgie des années 1990, celles où l'ONU croyait encore possible de soumettre le destin d'un territoire à un vote binaire. Mais le monde a changé : les cartes se redessinent selon les logiques d'intégration économique et de sécurité régionale, non plus selon les vieilles grilles idéologiques de la décolonisation.

Une rhétorique pacifiste à visée symbolique

La nouveauté de cette lettre tient dans une formule : « partager la facture de la paix ». Derrière l'image, séduisante pour un diplomate onusien, se cache une stratégie de communication sophistiquée. Le Polisario se présente comme la partie responsable, prête au compromis et soucieuse de stabilité régionale. Il cherche à inverser la perception dominante : celle d'un mouvement bloqué dans le temps, figé dans la revendication, intransigeant dans le discours. Mais ce changement de ton n'est qu'un habillage rhétorique.

Car le contenu reste inchangé : le maintien du principe d'un État sahraoui indépendant, la référence constante au « droit inaliénable à l'autodétermination », et la reconnaissance implicite de la « République arabe sahraouie démocratique » comme entité étatique à part entière.

Sous couvert d'ouverture, le texte réaffirme la vieille fiction de la symétrie : deux États, deux légitimités, deux protagonistes égaux. Cette équation, pourtant, n'existe plus. Le Maroc a intégré le Sahara dans sa matrice institutionnelle, juridique et économique ; il y investit massivement, y organise des élections, y érige des infrastructures de rang continental. La communauté internationale, même lorsqu'elle maintient une prudente neutralité verbale, traite désormais Rabat comme l'acteur de référence sur le terrain.

La facture de la paix

Quand Ibrahim Ghali parle de « facture de la paix », il imagine une équivalence morale : deux parties qui auraient souffert et devraient partager les coûts de la réconciliation. Mais dans les faits, c'est le Maroc qui paie déjà la facture — par les infrastructures, la diplomatie, la stabilité et la main tendue. Le Royaume investit dans la paix là où d'autres investissent dans l'immobilisme.

La vraie facture, celle qui compte, est celle du développement : des routes qui relient Tan-Tan à Dakhla, des zones industrielles qui attirent les capitaux étrangers, des programmes de formation qui transforment une jeunesse jadis marginalisée en acteurs économiques.

Ce sont là les dividendes tangibles d'une paix construite, non réclamée. Le Polisario, lui, continue de brandir les mots sans construire les réalités. Il parle de justice, mais vit dans les camps d'un autre âge ; il évoque la dignité, mais nie à ses propres populations la liberté de mouvement et d'expression. Dans un monde où la légitimité se mesure aux résultats, la comparaison est sans appel. La paix ne se signe pas, elle se construit jour après jour, pierre après pierre.

Le Maroc la paie à travers le développement, la diplomatie et la patience. Le Polisario la retarde par le verbe et la nostalgie. Entre le Maroc qui bâtit et le mouvement qui écrit, le monde a choisi. La lettre d'Ibrahim Ghali ne changera rien à cette dynamique. Elle restera dans les archives des Nations Unies comme tant d'autres : polie, datée, stérile.

Car la paix, la vraie, n'a pas besoin de signatures, mais d'actes. Et dans ce désert que le Maroc a transformé en horizon, c'est déjà le réel qui parle.



GOUVERNER AVEC LA JEUNESSE : LE VRAI DÉFI DU MAROC DE DEMAIN

La jeunesse marocaine est omniprésente dans les discours, mais souvent absente dans les décisions. On parle d'elle, rarement avec elle. On la gouverne, sans toujours chercher à la comprendre. Cette tension entre inclusion affichée et participation réelle révèle un malaise plus profond : celui de la gouvernabilité d'une génération qui refuse désormais les logiques de tutelle et les schémas de domination hérités. Une jeunesse qui en a ras le bol de ces politicards vieillissants qui se remplissent la panse aux frais du contribuable.

Elle en a assez des promesses non tenues, des discours recyclés et des illusions électorales.

Mais au-delà de la colère, cette génération incarne une valeur ajoutée réelle pour la gestion de la chose publique à condition qu'on lui en laisse l'espace.

Encore faut-il que l'élite politique actuelle, qui monopolise les partis et les syndicats, ait le courage de céder sa place.

Le respect du principe d'alternance et de la démocratie interne au sein de ces organisations constitutionnelles n'est pas un luxe : c'est une nécessité vitale pour redonner du sens à l'engagement, et pour que la jeunesse puisse enfin gouverner avec, et non sous, ceux qui prétendent la représenter.

Gouvernabilité ou gouvernementalité ?

Dans les années 1970, Michel Foucault introduisait le concept de gouvernementalité pour décrire l'art de "conduire les conduites", c'est-à-dire la manière subtile dont le pouvoir oriente les comportements, non par la contrainte, mais par la gestion, la norme, le discours.

Appliqué au Maroc d'aujourd'hui, ce concept éclaire le rapport entre l'État et sa jeunesse : on ne gouverne plus seulement par des lois ou des institutions, mais par des dispositifs d'encadrement, de communication, d'orientation morale et sociale. L'État, à travers ses politiques d'emploi, d'éducation ou de culture, tente de rendre la jeunesse gouvernable, c'est-à-dire docile, intégrée, conforme aux attentes du système.

Mais la question est ailleurs : cette jeunesse veut-elle être gouvernée ou veut-elle se gouverner elle-même ?

Nous passons d'un modèle de gouvernabilité qui vise à maîtriser la jeunesse à une exigence de gouvernementalité partagée : celle d'un pouvoir qui se repense à travers la participation, l'écoute et la co-construction.



Par
Marouane Bouchikhi

De la jeunesse gouvernée à la jeunesse gouvernante

Le Maroc a multiplié les programmes destinés aux jeunes : stratégies nationales, initiatives d'entrepreneuriat, politiques d'insertion... Pourtant, la logique reste verticale. Les jeunes sont les destinataires, rarement les architectes de ces politiques.

On les consulte ponctuellement, on les associe symboliquement. Mais gouverner avec la jeunesse c'est autre chose : c'est reconnaître son autonomie intellectuelle, sa capacité critique et sa légitimité à participer à la décision publique.

C'est aussi admettre que la conflictualité fait partie de la démocratie : gouverner avec la jeunesse, c'est accepter qu'elle conteste, qu'elle interroge, qu'elle dérange.

Vers une nouvelle gouvernamentalité marocaine

Le véritable défi de la gouvernance n'est pas institutionnel, il est culturel, du coup il y a tout un état d'esprit et des valeurs à observer intelligemment. Il s'agit de passer d'une gouvernamentalité de contrôle à une gouvernamentalité de confiance.

L'État moderne, disait Michel Foucault, ne règne pas seulement sur les corps, mais sur les esprits. Le Maroc de demain devra apprendre à régner sur les esprits non par l'obéissance, mais par la conviction partagée.

La jeunesse marocaine n'est pas un problème à gérer ; elle est un savoir social, une ressource de gouvernance à part entière. Refuser de l'associer, c'est renoncer à comprendre le pays qui est en train de se transformer, ceci dit le pays connaît aujourd'hui une mue de plus en plus rapide et complexe.

Gouverner avec la jeunesse, ou se condamner à la gouverner sans elle. Gouverner avec la jeunesse, c'est accepter une part d'imprévisible. C'est troquer la maîtrise contre la confiance. C'est faire de la politique un dialogue et non un monologue.

Car aucun modèle de développement, aucune réforme institutionnelle, ne pourra réussir sans la complicité active de ceux qui en hériteront.

Le Maroc ne manque pas de jeunesse ; il manque d'un cadre politique capable de la reconnaître comme sujet de gouvernement, et non simple objet de politique publique.

C'est tout le sens d'une nouvelle gouvernamentalité : passer d'un pouvoir sur la jeunesse à un pouvoir avec la jeunesse.



PLF 2026 : L'INVESTISSEMENT COMME LEVIER DE SOUVERAINETÉ ET D'ÉQUITÉ TERRITORIALE

Un projet de loi de finances à un moment charnière. Le Projet de Loi de Finances 2026 arrive à un tournant historique pour l'économie marocaine. D'un côté, un contexte international incertain — ralentissement du commerce mondial, tensions géopolitiques persistantes, reconfiguration énergétique et inflation structurelle.

De l'autre, un Maroc en transformation accélérée : industrialisation, digitalisation, régionalisation avancée et montée en puissance de l'investissement privé national et étranger.

Le PLF 2026 n'est donc pas un exercice budgétaire de routine. Il sera le premier budget à traduire pleinement les ambitions du Nouveau Modèle de Développement (NMD), dans une perspective de moyen terme, et surtout à préparer le cycle électoral de 2026-2031. Autrement dit, ce projet de loi est un acte de confiance dans la capacité du Maroc à piloter son propre développement économique et territorial, sans dépendance excessive ni déséquilibres structurels.

Investir pour renforcer la souveraineté économique

Dans un environnement global marqué par la rivalité sino-américaine, la fragmentation des chaînes de valeur et la montée des politiques industrielles protectionnistes, le Maroc doit concevoir l'investissement comme un instrument de souveraineté.

Cette souveraineté repose sur trois leviers :

La souveraineté productive, à travers la montée en gamme industrielle, la fabrication locale d'équipements, la substitution intelligente aux importations et la valorisation des filières stratégiques (automobile, aéronautique, hydrogène vert, pharmacie, agroalimentaire, défense).

La souveraineté énergétique, grâce à l'accélération des projets solaires, éoliens et hydrogène, et l'intégration régionale (interconnexions avec l'Afrique et l'Europe).

La souveraineté logistique et maritime, pierre angulaire encore sous-estimée de notre autonomie nationale.

La souveraineté numérique, en développant des infrastructures de data centers, des plateformes d'interopérabilité publique et des solutions Cloud & IA souveraines pour la gouvernance et la productivité.



Par **Saad Faouzi**

L'État doit ainsi devenir un investisseur stratégique et non plus seulement un régulateur, en s'appuyant sur une ingénierie financière modernisée :

Partenariats public-privé (PPP) plus flexibles, adaptés aux risques sectoriels,

Fonds souverains régionaux appuyés par des ressources locales,

Banques de développement territoriales capables de financer des projets structurants au plus près du terrain.

Dans cette optique, chaque dirham investi doit générer un effet multiplicateur durable sur la valeur ajoutée nationale et l'emploi local.

Rééquilibrer le territoire : l'investissement au service de l'équité

L'investissement n'a de sens que s'il est géographiquement inclusif. Le Maroc souffre encore d'une forte polarisation économique : 70 % du PIB concentré entre Casablanca, Rabat et Tanger, tandis que de vastes régions restent sous-équipées ou à faible densité d'investissement.

Le PLF 2026 devra consolider la logique de régionalisation économique, déjà amorcée avec les Programmes de Développement Intégré (PDI) et les Contrats-Programmes Régionaux. Mais cette régionalisation doit changer de nature : elle ne doit plus être une simple déclinaison budgétaire, mais une stratégie d'investissement différenciée par territoire.

Dans le Nord, priorité à la logistique, à l'industrie exportatrice et à la formation technique.

Dans le Centre, consolidation du tissu PME et promotion de l'innovation.

Dans le Sud et l'Oriental, développement des zones franches, valorisation du foncier public, et soutien aux filières agro-industrielles et touristiques.

L'investissement doit devenir un outil de cohésion territoriale, au même titre que la fiscalité ou les politiques sociales. L'équité territoriale ne consiste pas à égaliser les dépenses, mais à maximiser le potentiel économique de chaque région selon ses avantages comparatifs.

Un modèle d'investissement public renouvelé

La performance de l'investissement public reste un défi structurel. Malgré un volume annuel supérieur à 230 milliards de dirhams, les retombées en termes de croissance et d'emploi demeurent en deçà du potentiel. Le problème n'est pas le volume, mais la qualité et la gouvernance des investissements.

Le PLF 2026 devrait introduire une culture d'évaluation et d'impact, basée sur trois piliers :

Planification stratégique intégrée : aligner les projets d'investissement sur les objectifs du NMD et les priorités régionales.

Efficacité d'exécution : réduire les délais, simplifier les procédures de passation et digitaliser la chaîne d'investissement public.

Mesure de la rentabilité socio-économique : instaurer des indicateurs de retour sur investissement public, incluant les dimensions sociales, environnementales et territoriales.

L'enjeu est de passer d'une logique de "dépense publique" à une logique de "capital public productif". Les Établissements et Entreprises Publics (EEP) doivent être au cœur de cette dynamique, en renforçant leur autonomie et leur responsabilité financière, tout en intégrant des mécanismes de reddition de comptes transparents.

Stimuler l'investissement privé et étranger

Le PLF 2026 devra consolider la mise en œuvre de la Nouvelle Charte de l'Investissement, notamment sur deux axes :

Amélioration du climat des affaires (réduction des délais, sécurisation juridique, stabilité fiscale);

Décentralisation des décisions d'investissement, via les Centres Régionaux d'Investissement (CRI) renforcés et dotés de pouvoirs réels.

Les Investissements Directs Étrangers (IDE) doivent être mieux ciblés, orientés vers les secteurs à externalités positives et intégration locale forte.

Mais surtout, il faut miser sur le capital marocain : les fonds souverains, les institutionnels, la diaspora marocaine et les grands groupes nationaux doivent devenir des acteurs de co-développement.

L'un des leviers clés sera la mobilisation des Marocains du monde : non plus comme simples épargnants, mais comme co-investisseurs stratégiques dans les filières d'avenir et les territoires d'origine.

Soutenabilité financière et gouvernance

Renforcer l'investissement ne peut se faire au détriment de la soutenabilité budgétaire. La trajectoire de déficit et de dette doit rester maîtrisée, autour de 4 % du PIB pour le déficit et 70 % pour la dette publique. Cela exige une mobilisation accrue des ressources internes (fiscales et non fiscales), une meilleure efficacité de la dépense et une discipline financière partagée entre l'État et les collectivités.

Le financement de l'investissement doit reposer sur des mécanismes innovants :

Obligations vertes et sociales,

Financement mixte (blended finance) pour les projets durables,

Mobilisation du foncier public comme actif financier au service de l'investissement productif.

La transparence et la gouvernance devront être au centre de ce nouveau paradigme. Chaque projet financé doit être traçable, évaluable et communicable : la confiance des citoyens et des investisseurs passe par la clarté de la gestion publique.

De la dépense à la puissance d'investissement

Le PLF 2026 doit incarner un tournant structurel : celui du passage d'un État dépensier à un État investisseur et stratège. L'investissement n'est pas une ligne budgétaire, c'est un projet de société. C'est par lui que le Maroc consolidera sa souveraineté, réduira ses inégalités territoriales et préparera l'émergence d'une économie résiliente, compétitive et inclusive.

L'histoire économique des nations montre que ceux qui investissent au bon moment, dans les bons secteurs, avec la bonne gouvernance, sont ceux qui écrivent leur propre destin. Le Maroc a cette opportunité. Le PLF 2026 doit en être la boussole.



L'ISTIQLAL ET LA LOI DE FINANCES 2026 : UN CAP CLAIR VERS LE MAROC ÉMERGENT

Le projet de loi de finances 2026, présenté par Nizar Baraka, Secrétaire général du Parti de l'Istiqlal, marque un tournant. Au-delà des équilibres budgétaires, il trace les contours d'un Maroc émergent, confiant en ses capacités, lucide sur ses défis, et déterminé à faire de la stabilité retrouvée un levier de transformation durable.

De la résilience à la transformation

Le Maroc sort d'un cycle de crises multiples – sanitaire, climatique, géopolitique – avec des fondamentaux renforcés : déficit ramené de 7,1 % à 3,5 %, croissance attendue à 4,8 %, et une confiance internationale consolidée.

Mais, pour Nizar Baraka, le temps n'est plus à la simple résilience. Le pays doit désormais transformer cette stabilité en croissance équitable, créatrice d'emplois et porteuse d'espoir social.

Agriculture : la révolution silencieuse

Le secteur agricole illustre cette transition. En quatre ans, la part des céréales dans la valeur ajoutée agricole a chuté de 40 % à 18 %, signe d'une diversification réussie vers des filières à plus forte valeur.

La production a grimpé à plus de 40 millions de quintaux, preuve de résilience face à la sécheresse. Mais la réussite future dépendra de la capacité à sécuriser l'eau et à investir dans la technologie rurale.

Le monde agricole, rappelle Baraka, doit devenir un acteur de la modernité, pas seulement de la survie.

Santé et éducation : un choix d'avenir

Avec 140 milliards de dirhams dédiés à la santé et à l'éducation, l'État fait un pari clair : le capital humain avant tout. Ces deux secteurs mobilisent aujourd'hui près de trois fois le budget estimé du Mondial 2030.

Baraka insiste sur la portée symbolique de cet effort : « L'investissement dans l'humain est notre véritable Coupe du monde.

Mais il alerte aussi : l'enjeu n'est pas seulement budgétaire. Il s'agit de garantir la qualité des services et la cohérence des réformes. L'émergence passe autant par les infrastructures que par la pertinence pédagogique et médicale.



Par Saïd Tamsamani

Une jeunesse, notamment la génération Z, qui refuse d'être spectatrice, qui demande sa place dans la décision publique.

– Une classe politique marquée par la rente et l'entre-soi, alors que le peuple appelle à la transparence, à la compétence, et à l'éthique.

Aides sociales : soutenir sans dépendre

Le projet de loi renforce les aides directes aux familles, aux enfants et aux personnes en situation de handicap. C'est une avancée sociale majeure.



Toutefois, le Secrétaire général de l'Istiqlal met en garde contre le piège de l'assistanat. Le véritable objectif doit être l'autonomisation : former, insérer, entreprendre. La solidarité doit devenir un tremplin vers la dignité, non un substitut au travail ou à l'effort.

Justice fiscale et attractivité

La réforme fiscale 2026 illustre un choix courageux : faire contribuer davantage les grandes entreprises et les institutions financières (jusqu'à 40 % d'imposition), tout en allégeant la charge des bas revenus. Un geste fort en faveur de la justice sociale, mais qui appelle un équilibre délicat.

Pour Baraka, la compétitivité ne doit pas être sacrifiée : la confiance des investisseurs repose sur la stabilité fiscale et la transparence dans la gestion publique. Sans cela, le risque est de freiner la dynamique d'investissement privé – moteur indispensable de l'émergence.

Investissements publics : un État stratège

Avec 380 milliards de dirhams d'investissements publics, l'État confirme son rôle de catalyseur. Des projets structurants — stations de dessalement, hôpitaux régionaux, lignes ferroviaires à grande vitesse — incarnent une politique volontariste.

Pour Baraka, ces chantiers ne sont pas des dépenses, mais des actes de souveraineté économique. L'émergence se construit sur le long terme, par la planification, la cohérence et la vision.



Territoires : vers une gouvernance intégrée

Le transfert du Fonds de développement rural au ministère de l'Intérieur symbolise une nouvelle étape de la régionalisation.

L'objectif : rompre avec la fragmentation administrative et créer une cohérence territoriale réelle, au service des zones rurales et montagneuses. C'est là que se joue l'efficacité de la décentralisation : dans la capacité à relier les politiques publiques à la vie quotidienne des citoyens.

Un Maroc émergent, exigeant et confiant

Au fond, cette loi de finances dépasse les chiffres. Elle exprime une ambition : celle d'un Maroc en transition vers la maturité économique et sociale.

Le pays veut désormais conjuguer rigueur financière, justice sociale et équité territoriale.

Comme l'a résumé Nizar Baraka, « l'émergence marocaine ne se mesurera pas seulement par le PIB, mais par la dignité, l'éducation et la confiance retrouvée ».

MINURSO : VERS UNE ÉVOLUTION DU MANDAT ET UNE CONSOLIDATION DU CADRE POLITIQUE

Experts invités

À moins d'une semaine du renouvellement du mandat de la MINURSO, l'architecture diplomatique internationale semble converger vers un moment de reconfiguration majeure : l'adoption d'une résolution américaine substantielle qui consacrerait le plan d'autonomie marocain comme cadre exclusif de négociation sur le Sahara occidental. Cette hypothèse, longtemps reléguée au rang des scénarios improbables, s'impose désormais comme la trajectoire la plus cohérente au regard des signaux accumulés ces derniers mois et d'une recomposition silencieuse des calculs stratégiques des grandes puissances.

Reconfiguration du paradigme onusien : d'un dispositif référendaire à une logique négociée

L'enjeu dépasse largement l'ajustement technique d'un mandat onusien. Si Washington porte effectivement au vote un texte reconfigurant la finalité politique du processus substituant l'horizon du référendum par celui de l'autonomie sous souveraineté marocaine; il s'agirait d'une mutation systémique du cadre normatif.

La MINURSO, conçue initialement pour organiser un référendum devenu structurellement impraticable, verrait son mandat redessiné : faciliter des négociations sur l'autonomie, accompagner des mesures de confiance, et sécuriser un atterrissage politique qui consacre la primauté d'une solution qualifiée de "réaliste, crédible et sérieuse".

Cette trajectoire ne relève pas de l'improvisation diplomatique. Elle résulte d'un patient travail d'alignement d'intérêts, orchestré par Rabat dans un contexte où les États-Unis – détenteurs traditionnels de la plume sur ce dossier et désormais liés par leur reconnaissance de décembre 2020 – cherchent à traduire institutionnellement une position stratégique assumée.

La France et le Royaume-Uni, positionnés sur une ligne cohérente, n'apparaissent pas comme des variables d'ajustement. L'équation décisive se joue ailleurs : dans les calculs de Pékin et Moscou.

Le volet chinois : ancrage par les intérêts économiques structurels

La Chine raisonne selon une logique géoéconomique prioritaire. Le Maroc représente pour Pékin une plateforme stratégique de production et d'exportation



Par **Hicham ELAADNANI**

vers l'Union européenne et l'Amérique du Nord, soutenue par un réseau dense d'accords commerciaux et une stabilité politico-institutionnelle valorisée par les investisseurs internationaux.

Les projets industriels d'envergure – gigafactories de batteries, matériaux critiques pour la transition énergétique, infrastructures portuaires comme Tanger Med et le futur Dakhla Atlantique – composent une matrice d'intérêts où l'incertitude territoriale constitue un risque non négligeable.

Le communiqué conjoint publié le 19 septembre 2025 à l'issue des entretiens entre Nasser Bourita et Wang Yi à Pékin illustre cette convergence stratégique. Le texte officiel précise : « Les deux ministres ont constaté une convergence de vues sur un certain nombre de questions, de principes et de valeurs, en l'occurrence ceux de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale des États, la lutte contre le séparatisme et l'extrémisme. »

Ce langage diplomatique codé traduit un échange de soutiens politiques concrets sur les dossiers les plus sensibles des deux nations. Pour le Maroc, les termes "intégrité territoriale" et "lutte contre le séparatisme" constituent une référence directe au Sahara.

Pour la Chine, cette trilogie conceptuelle couvre ses propres préoccupations existentielles : Taiwan, le Xinjiang et le Tibet. En cosignant ce communiqué, chaque partie offre à l'autre une garantie sur ses "lignes

rouges" respectives, tout en évitant la mention explicite de noms propres qui pourrait créer des complications diplomatiques avec des tiers.

L'alignement chinois revêt une dimension particulièrement significative en raison du statut de Pékin comme membre permanent du Conseil de Sécurité. Cette position confère à la Chine un poids décisionnel direct sur toute résolution concernant le Sahara. En inscrivant sa convergence de vues dans un document officiel bilatéral, Pékin signale sa disposition à ne pas entraver – voire à soutenir – une résolution qui consacrerait le plan d'autonomie marocain.

Ce positionnement ne constitue pas une simple déclaration de principe : il préfigure un comportement au Conseil de Sécurité, dans une enceinte où chaque vote des P5 peut déterminer l'adoption ou le blocage d'une résolution.

Dans cette perspective, la référence à "l'intégrité territoriale du Maroc" transcende la simple courtoisie diplomatique : elle traduit un calcul de minimisation du risque politique pour sécuriser des chaînes de valeur stratégiques.

Face à cette équation, l'Algérie offre certes des hydrocarbures et des marchés publics, mais ni la même intégration commerciale, ni le même cadre d'industrialisation exportatrice. Les investissements chinois au Maroc, estimés autour de 10 milliards de dollars sur plusieurs secteurs clés, créent une asymétrie d'intérêts qui structure les arbitrages de Pékin au-delà des considérations idéologiques.



Le volet russe : pragmatisme calibré et équilibres multiples

Moscou a multiplié les gestes tangibles vis-à-vis de Rabat, au-delà des déclarations d'intention. L'accord de pêche du 17 octobre, couvrant explicitement les eaux sahariennes, équivaut à une reconnaissance de facto de la juridiction marocaine dans la zone. Le mémorandum de coopération entre Conseils de sécurité nationaux, impliquant Nikolai Patrushev, signale l'installation d'un canal stratégique durable.

Et lorsque Sergueï Lavrov affirme que "l'autonomie équivaut à l'autodétermination", il offre à Moscou une porte de sortie rhétorique élégante.

Cette formule permet à la Russie de soutenir – ou au minimum de ne pas s'opposer à une résolution centrée sur le plan d'autonomie marocain, tout en maintenant formellement son attachement au principe d'autodétermination. C'est un chef-d'œuvre de flexibilité diplomatique qui acte une évolution majeure de la position russe, reconnaissant implicitement que l'option référendaire est devenue obsolète.

Toutefois, la Russie ne peut se permettre une rupture brutale avec Alger. Le partenariat de défense, évalué à plusieurs dizaines de milliards sur cycles pluriannuels, demeure structurant. D'où l'hypothèse centrale d'une abstention russe : un geste d'équilibre permettant à la résolution de passer sans humiliation publique de l'allié historique.

Mécanique du vote : l'Abstention russe comme point d'équilibre systémique

Trois scénarios se dessinent avec des probabilités différenciées.

L'adoption à l'unanimité des P5 : séduisante sur le plan symbolique, mais structurellement improbable. Elle impliquerait un vote positif russe – signal trop abrupt d'abandon d'Alger et incompatible avec les intérêts stratégiques russes au Maghreb.

L'adoption avec quatre votes affirmatifs (États-Unis, France, Royaume-Uni, Chine) et une abstention russe : scénario le plus crédible. Il autoriserait le basculement normatif sans provoquer de crise frontale dans les relations russo-algériennes. Rappelons la mécanique institutionnelle : neuf voix "pour" suffisent si aucun membre permanent n'oppose son veto.

Dans cette configuration, avec l'abstention russe et un vote chinois positif, la majorité qualifiée devient atteignable, d'autant que les membres non permanents (EI0), qui confèrent la légitimité politique à toute résolution, sont majoritairement disposés à suivre le porteur de plume (USA) sur un texte promettant une sortie politique à un conflit gelé.

Le veto russe : possible mais contradictoire avec les gains accumulés par Moscou dans sa relation avec Rabat. Il supposerait soit une concession algérienne majeure de dernière minute, soit un événement exogène poussant Moscou à un geste de défi géopolitique.

Symbolique calendaire et narratif politique

Le vote du 30 octobre, six jours avant le cinquantième anniversaire de la Marche Verte, relève d'une mise en scène stratégique autant que diplomatique. C'est l'opportunité,

pour Rabat, de convertir un moment mémoriel en jalon d'achèvement d'un récit étatique : "parachèvement" de l'intégrité territoriale. Dans son dernier discours de juillet, le Roi Mohammed VI avait posé un cadre conceptuel : "sans vainqueur ni vaincu".

Cette formulation ouvre un espace narratif pour une sortie honorable, évitant la logique de l'humiliation – poison historique des relations maghrébines et cultivant la perspective d'un apaisement régional.

Cascade des effets : temporalités différenciées

Phase immédiate (0-3 mois) : L'Algérie et le Polisario rejetteraient frontalement la résolution, la qualifiant de violation du droit international. Une crise interne au Polisario est probable, avec des contestations de leadership à Tindouf. Côté onusien, la MINURSO serait renouvelée pour une durée courte six mois mais avec une feuille de route révisée, renforçant le mandat de l'Envoyé Personnel, Staffan de Mistura, en lui fournissant enfin un cadre de négociation clair et exclusif : accompagner l'ouverture de pourparlers sur la seule base de l'autonomie.

Moyen terme (3-6 mois) : Rabat activerait un front continental pour contester la présence de la "RASD" à l'Union africaine, arguant de l'obsolescence d'une entité ne répondant plus aux critères de l'organisation. En effet, si le Conseil de Sécurité consacre l'autonomie comme cadre exclusif, il crée une nouvelle légalité internationale qui rend la "rasd" obsolète.

Le Protocole du Conseil de Paix et de Sécurité (Art 4) obligeant juridiquement l'UA à respecter les résolutions du CSNU, le maintien de la "rasd" en son sein créerait une contradiction juridique flagrante avec les propres textes fondateurs de l'Union Africaine. La question humanitaire des camps de Tindouf deviendrait centrale : recensement sous l'égide du HCR, garanties de liberté de mouvement, options d'installation pour ceux choisissant de revenir sous un régime d'autonomie.

Temps long (1-3 ans) : La résolution deviendrait la nouvelle base juridique de facto des positions étatiques. Deux trajectoires s'ouvriraient pour Alger : celle de l'apaisement et de la coopération maghrébine – avec dividendes économiques et sécuritaires considérables – ou celle de l'obstruction, au risque d'une conflictualité indirecte par groupes interposés au Sahel.

Défi marocain : transformation de l'avantage diplomatique en architecture politique durable

Gagner le vote ne constitue pas l'aboutissement, mais l'ouverture d'une phase plus délicate : transformer l'avantage diplomatique en architecture politique pérenne. Trois chantiers structurels se dessinent.

- Narratif et communication : éviter tout triomphalisme. Le registre de la "victoire humble" offre à Alger de ne pas perdre la face et facilite des gestes concrets – coopérations frontalières, dossiers économiques partagés.
- Diplomatie de mise en œuvre : enclencher immédiatement des consultations avec l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour fixer format, calendrier et garanties des pourparlers sur l'autonomie.
- Action territoriale : intensifier les investissements dans des projets structurants et visibles dans les provinces du Sud. L'autonomie ne sera crédible que si elle est palpable : infrastructures sociales, gouvernance locale responsabilisée, partenariats universitaires. La stabilité se gagne par la dignité tangible autant que par la force du droit.



DÉBATS

WWW.PRESSPLUS.MA

L'ACTUALITÉ AU CŒUR DES ENJEUX MONDIAUX



www.pressplus.ma



SCAN ME!

LE BI-MENSUEL I-DÉBATS aborde une variété de sujets d'actualité, allant des tensions géopolitiques et diplomatiques décryptés par nos experts et chroniqueurs invités.

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC, PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS

Lecture théorique : validation du Réalisme, reconfiguration du cadre normatif

La séquence valide une lecture réaliste des relations internationales. Le Maroc a progressivement augmenté sa puissance relative économique, sécuritaire, diplomatique et aligné ses intérêts avec l'hégémon américain, tout en négociant des espaces de convergence avec les autres membres permanents.

Si la dynamique des alliances joue un rôle important dans la diplomatie marocaine, elle s'inscrit dans un cadre juridique légitime qui demeure la base de la reconnaissance internationale du Royaume.

L'institutionnalisme libéral reste présent mais voit son influence relativisée : l'ONU agit plutôt comme un espace de validation et de débat international que comme le concepteur exclusif de l'ordre juridique mondial, reconnaissant ainsi des évolutions initiées par les dynamiques des États et des coalitions.

Le constructivisme met en lumière la reconfiguration des normes et des représentations collectives : l'affirmation de "l'autonomie crédible" comme cadre de référence international témoigne d'un processus légitime de redéfinition, qui s'inscrit dans le respect du droit international en vigueur, sans remettre en cause sa validité ni celle de la position marocaine dans le débat sur la légitimité.

Moment de vérité, puis construction longue

Si l'abstention russe se confirme et si Pékin vote positivement, la résolution américaine devrait passer, consacrant politiquement la prééminence de l'autonomie comme solution au Sahara. Ce serait une victoire diplomatique majeure pour Rabat et une défaite narrative pour le camp du référendum. Mais ce ne serait pas la fin de l'histoire.

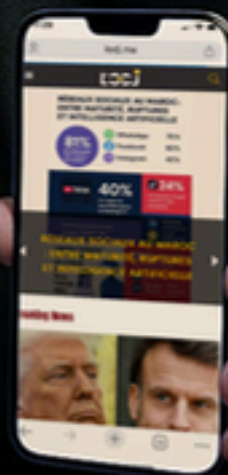
La paix ne se décrète pas : elle se construit, progressivement. Les semaines suivantes seront décisives pour transformer l'élan en architecture : ouvrir des négociations crédibles, répondre aux préoccupations légitimes des populations, poser des garanties robustes, et maintenir ouverte la main tendue à Alger.

Dans un Maghreb qui n'a jamais autant eu besoin de respirer, l'enjeu dépasse les chancelleries : il touche à la prospérité des sociétés, à la sécurité du Sahel, et à la capacité de la région à se projeter dans un avenir commun.



LODJ

خليفة JEUNE



www.lodj.ma



SCAN ME

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO
ÉMISSION WEB TV, PODCASTS, REPORTAGE, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS

LE POLISARIO FACE À WASHINGTON : QUAND L'ARROGANCE REMPLACE LA STRATÉGIE

Il est des gestes politiques qui en disent plus qu'un long discours.

En s'en prenant au projet de résolution américain soutenant le plan d'autonomie sous souveraineté marocaine, le Front Polisario vient de révéler, une fois encore, l'ampleur de son isolement diplomatique et de son décalage avec les réalités du monde actuel.

Ce refus, adressé à la mission russe auprès des Nations Unies, illustre un mouvement enfermé dans une rhétorique d'un autre siècle, incapable d'adapter son discours aux dynamiques géopolitiques contemporaines.

Washington trace la ligne, le monde s'aligne :
Lorsque Washington rédige un projet de résolution, ce n'est jamais un simple exercice bureaucratique. C'est une boussole pour la communauté internationale. Or, le texte américain présenté au Conseil de sécurité s'inscrit dans une logique claire : considérer la proposition marocaine d'autonomie comme la base la plus sérieuse, crédible et réaliste pour une solution durable du conflit.

Le Maroc, fort de ses réformes, de sa stabilité et de ses partenariats stratégiques, apparaît aujourd'hui comme un acteur fiable et responsable. Face à cela, le Polisario, relégué aux marges de l'histoire, persiste à réciter un discours figé, ignorant les mutations géopolitiques du monde.

Un mouvement en perte de repères

La lettre envoyée à la mission russe n'aura convaincu personne.

Elle aligne les mêmes références éculées au « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », tout en ignorant le contexte : le Conseil de sécurité reconnaît désormais la primauté de la solution politique réaliste proposée par le Maroc.

Et comment parler de « justice » ou de « paix » quand ce même mouvement est accusé par le Secrétaire général de l'ONU d'avoir bombardé des zones civiles à Smara et Mahbès ?



Par **Abdelghani El Arrasse**

Il faut une bonne dose d'amnésie morale pour se prétendre « mouvement de libération » en visant des marchés et des habitations.

Un défi illusoire à la première puissance mondiale
Le plus cocasse, c'est cette posture de défi à l'égard des États-Unis.

- Comment une organisation sans légitimité démocratique, isolée diplomatiquement et totalement dépendante du régime militaire algérien, peut-elle prétendre corriger la diplomatie américaine ?
- De quel soutien réel dispose-t-elle ?
- D'un voisin enfermé dans sa rhétorique anti-marocaine, dont la crédibilité internationale s'effrite chaque année un peu plus ?
- Ou bien de quelques ONG idéologisées d'Europe du Nord, plus actives sur les réseaux sociaux que dans les chancelleries ?

Le monde a changé.

Les puissances ne s'amusent plus à entretenir des conflits gelés pour flatter des causes perdues. L'Amérique regarde vers l'avenir : stabilité, sécurité, intégration régionale. Et dans cette équation, le Maroc est un partenaire de confiance.

Le Maroc, un acteur de stabilité

Le plan d'autonomie proposé par le Royaume en 2007 n'est plus une simple proposition : il est devenu le référentiel diplomatique dominant. Il offre un cadre politique équilibré, garantissant la souveraineté du Maroc tout en assurant une large gestion locale aux populations du Sahara.

Ce modèle s'inscrit dans la modernité : gouvernance territoriale, développement humain, participation démocratique. C'est une vision tournée vers la paix et la prospérité, alors que le discours du Polisario demeure ancré dans une nostalgie révolutionnaire stérile.

Une marginalisation auto-infligée

En défiant Washington, le Polisario ne fait qu'entériner sa propre marginalisation. On ne défie pas la première puissance du monde depuis une tente à Tindouf. On ne parle pas de « droit international » quand on vit sous la tutelle d'un régime militaire qui instrumentalise la misère humaine à des fins politiques.

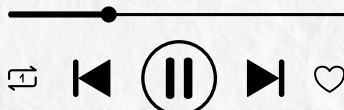
Et on ne se prétend pas la voix d'un peuple quand ce peuple aspire simplement à rentrer chez lui, dans son Sahara marocain, pour y vivre en paix et participer à la construction d'un avenir commun.

le temps des illusions est révolu

Le dossier du Sahara entre dans une phase décisive. Le consensus international se dessine : seule une solution politique réaliste peut garantir la stabilité régionale. À travers son plan d'autonomie, le Maroc offre cette voie.

Le Polisario, en s'enfermant dans son refus systématique, choisit la marginalité et la perte d'influence.

L'histoire avance ; elle ne s'écrit plus avec des slogans, mais avec une vision.



Maroc utile et Maroc inutile me dit-on !

Tout le Maroc n'est pas seulement utile. Il nous est indispensable. Il est notre berceau, notre patrie, notre fierté, notre dignité, notre liberté, notre demeure collective. Ses moindres grains de sables sont dans les gènes de chacun de nous.

La raison des décalages flagrants entre ses territoires en termes de développement, est ailleurs. Elle doit être plutôt pensée en termes de notre propre incapacité à les valoriser comme il se doit, au profit de l'ensemble de nos populations.

Disons-le sans détour :

Les politiques menées étaient et sont incapables de valoriser nos territoires. Preuve en est qu'on a des territoires négligés et d'autres survalorisés. Dit dans le vocabulaire du moment : on a des territoires qui avancent à la vitesse grand V et donc prospèrent, et d'autres qui stagnent et donc se dégradent davantage. D'où les différences de niveau de vie, de taux de croissance, de taux de chômage, de qualité des services publics...etc.

Personne ne demande à nos politiques et à nos opérateurs privés de créer des industries lourdes là où elles ne sont nullement viables. Mais l'activité économique n'est pas que de l'industrie automobile ou aéronautique et de l'offshoring ou rien. La forestation massive est une grande activité économique qui peut générer un écosystème local créateur massif d'emplois et de richesses.

La valorisation des produits de terroir qui existent dans les 12 régions, est une grande activité économique. La valorisation locale des mines dont regorge notre pays dans de multiples régions, est une grande activité économique. La valorisation locale des produits de l'agro-alimentaire ne l'est pas moins.

Le tourisme local sous ses multiples formes, la valorisation du patrimoine culturel, le développement de l'agriculture familiale, le développement de l'artisanat, l'industrie du divertissement...

Tout ceci peut être même étendu en Corridors inter-régionaux écologiques, culturels, touristiques, industriels, sportifs, urbanistiques, de services ... qui créeront suffisamment d'activités, d'emplois et de richesses jusqu'à la nuit des temps.

C'est bien dommage qu'on y ait pas pensé à temps certes. Mais la vie d'un pays et d'un peuple, se conçoit et se construit en cycle long.

UN MAROC À DEUX VITESSES : RAISONS ET PISTES DE SOLUTIONS



Par
Najib MIKOU

Rien n'est jamais trop tard. Rien n'empêche qu'on se projette dans une telle vision d'aménagement des territoires dès demain.

Son implémentation, sa "tuyauterie" et sa gouvernance devraient relever de l'Etat et des Régions, en parfaite coordination avec le secteur privé national et international. Elle sera salubre, salvatrice pour nos territoires, nos populations et pour notre développement économique et social.



2 VITESSES : LE MAROC À DEUX VITESSES N'EST PAS NÉCESSAIREMENT CELUI AUQUEL ON PENSE.

Il y a certes, les inégalités sociales, les oubliés du système, les territoires délaissés et de nombreux déséquilibres. Mais le plus flagrant est l'énorme gap dans la prise de décision, la gestion et la mise en exécution de projets structurants et grandioses, avec une efficacité et une dynamique, uniques d'un côté.

Et de l'autre, pour tout le reste du pays, une machine est grippée, sous la houlette d'une lenteur administrative, unique.

Que ce soit dans le tissu économique, la création d'emplois, le soutien logistique et financier aux PME, le développement du monde rural, l'accès aux soins, l'élaboration d'une feuille de route forte et ambitieuse pour l'enseignement, des autorisations de construire, de créer, d'innover.

Les chantiers des stades, des autoroutes, des lignes à grande vitesse, des aéroports, des équipements liés à la future coupe du monde 2030, avancent à notre grande satisfaction avec un know how, une maîtrise du temps, des plannings et une expertise absolument magiques dignes des plus grandes puissances.



Par **El Montacir Bensaid**

Les autres chantiers, ceux qui relèvent du quotidien, de notre quotidien de citoyens marocains, depuis des décennies piétinent. Ils piétinent faute de moyens parfois, souvent à cause de mauvais chefs d'orchestre incompetents et déconnectés des réalités de notre société.

C'est là l'illustration la plus frappante de ce Maroc à deux vitesses, avec une question latente :

-Comment est-ce possible qu'on puisse être en même temps au summum de la compétence et de l'incompétence ?

Il y a une des vitesses qui ne passe pas. Stay Woke.



LEÏLA SLIMANI DÉFORME L'IMAGE DE LA FEMME MAROCAINE

L'obsession du cliché :

Souvent, au fil de ma carrière de journaliste et d'écrivaine, je me suis retrouvée face à des interlocuteurs avides de clichés sur mon pays, ma religion ou mes traditions. Ils attendaient des critiques faciles, un discours qui flatterait leurs certitudes.

Je prenais alors un malin plaisir à les contrarier à dire la vérité, parfois avec humour, toujours avec conviction.

Mon pays et ma foi sont pour moi une ligne rouge. Et tant pis si certaines invitations ne furent jamais renouvelées.

Des mots qui blessent

Les propos récents de Leïla Slimani sur la femme marocaine : « elle sait bien manger, bien boire... et se venger » ont provoqué bien plus qu'un malaise. Ils ont heurté profondément les Marocaines, mais aussi l'ensemble du peuple, car chaque homme a une mère, une épouse, une fille, une sœur...

Quand les écrivains prétendent parler pour tous, ils oublient qu'ils ne représentent qu'eux-mêmes.

Cette phrase, présentée comme une maxime, relève en réalité de la caricature la plus méprisante : une réduction outrageuse d'une réalité complexe et vivante.

Nos mères, piliers silencieux

Nos mères et nos grand-mères ne sont pas des formules littéraires : ce sont des piliers vivants.

Elles ont affronté les épreuves avec dignité, transmis des valeurs, élevé des générations, soutenu leurs familles et contribué à l'indépendance et au développement du Maroc.

Sans elles, nous ne serions pas là, assises dans nos bureaux, circulant librement dans nos rues, au volant de nos voitures, scooters ou bicyclettes. Sans elles, Madame Slimani, vous n'auriez sans doute pas été l'écrivaine que vous êtes aujourd'hui.

Liberté d'expression ou irresponsabilité ?

Heurter la mémoire et la sensibilité d'une nation forte de douze siècles d'histoire, ce n'est ni un acte d'humour ni un exercice de liberté d'expression : c'est un manque de responsabilité !

Lorsqu'on parle du Maroc, de sa mémoire, de sa culture, de ses femmes, on touche à l'essentiel.



Par **Fawzia Talout Meknassi**

Et la légèreté, le désir de plaire à l'Occident ou de se donner une posture, ne peuvent justifier la déformation.

Des femmes qui avancent

Les femmes marocaines d'aujourd'hui ne se vengent pas, elles avancent. Elles créent, innovent, entreprennent, éduquent. Leur revanche, c'est la réussite. Leur arme, c'est la dignité.

- Alors oui, une question demeure : qui parle en notre nom ?

- Une voix, aussi célébrée soit-elle à l'étranger, peut-elle à elle seule fixer l'image d'un pays, d'une culture, d'une femme plurielle ?

Le Maroc ne manque pas de femmes qui savent écrire, penser, raconter sans caricature, sans condescendance. Leur parole s'impose désormais, libre et directe, sans intermédiaire.

La vraie revanche

Notre véritable revanche collective, la seule qui vaille, c'est celle-là :

Une parole juste, fidèle, enracinée dans la vérité de ce que nous sommes. Une parole qui refuse d'être traduite en cliché. Nos femmes n'ont jamais eu besoin de vengeance pour exister.

Elles nous ont éduqués dans la noblesse, la patience et la foi, avec ces paroles simples et profondes :

- المسّميح كريم — Celui qui pardonne est noble de cœur.
- خليه منو الله — Laisse-le à Dieu, Il saura rendre justice.
- لي خدالك عطاك — Celui qui t'a pris, Dieu te le rendra au centuple.
- ادفع بالتي هي احسن — Réponds au mal par le bien, car la bonté élève celui qui la pratique.

Et c'est là, dans cette sagesse silencieuse et lumineuse, que réside la véritable grandeur de la femme marocaine.

TAWAKKOL KARMAN : LA PORTEUSE DE BOIS D'ALGER... QUAND UNE NOBEL JOUE LES PYROMANES

Il fut un temps où le Prix Nobel de la Paix récompensait les artisans du dialogue, les bâtisseurs de ponts et les apôtres du pardon. Aujourd'hui, il semble s'être recyclé en certificat d'exportation de chaos... La preuve vivante ? Tawakkol Karman, alias la Nobel du vacarme, qui transforme chaque réseau social en champ de bataille virtuel...

Depuis son balcon numérique à Istanbul, la militante yéménite «devenue turque par convenance diplomatique» ne tweete plus pour la paix, mais pour la guerre des nerfs... Sur X (ex-Twitter), elle appelle carrément à une «intifada marocaine» et à une «purification par le sang»... Oui, «par le sang»... Une formule qui ferait frissonner même Rambo !!

Tawakkol Karman aurait été recyclée, dit-on, de «symbole du printemps arabe» en influenceuse du désordre sponsorisé... Quinze millions de dollars auraient été versés par Alger pour tenter de mobiliser les jeunes Marocains contre les institutions de l'État... À ce prix-là, on comprend que la «militante» ait retrouvé sa foi dans le capital... Et le Nobel passe à la caisse !!

La scène se serait déroulée à New York, entre deux selfies diplomatiques et un café «fair trade» hors de prix... Madame Karman, «prix Nobel de la paix» (on insiste sur paix, pour la blague), aurait rencontré un général du renseignement algérien... Au menu : agitation numérique, manipulation émotionnelle, et quelques scripts de vidéos pour «réveiller la jeunesse marocaine»... Le tout aurait été soigneusement emballé dans du vernis humanitaire, histoire de faire propre... Quant à la transaction, elle se serait opérée en deux virements, l'un vers Istanbul, l'autre vers Doha, juste de quoi diluer l'odeur du pétrole dans celle du jasmin... Et dire qu'on nous aurait promis que le prix Nobel récompensait les bâtisseurs de paix, pas les agents immobiliers du chaos...

Le plan était simple : exploiter les mouvements de la «génération Z», souffler sur les braises du mécontentement, faire croire que le Maroc vacille... Mais voilà, petit détail que les stratèges de la discorde n'avaient pas prévu... les Marocains ont la peau dure et la mémoire longue...



Par **Mohammed Yassir Mouline**

Les jeunes qu'on croyait manipulables sont entrés dans le palais royal... pas pour y crier des slogans, mais pour y remettre la Coupe du Monde... L'image a fait le tour du monde, là où les autres nations cherchent des symboles, le Maroc en produit... Et soudain, les hyènes du net ont perdu leur signal Wi-Fi...

Pendant que madame Karman rédige ses tweets «révolutionnaires» depuis un hôtel cinq étoiles, les jeunes Marocains, eux, construisent leur avenir à coup de médailles, de diplômes, et de projets... Ici, la loyauté n'est pas une posture, c'est un ADN... Ici, on ne vend pas son pays pour un virement bancaire... Et quand le royaume parle, ce n'est pas avec des mots... mais avec des résultats...

Tandis que d'autres dépensent des fortunes pour fabriquer des illusions, le Royaume investit dans l'éducation, le sport, la jeunesse... Ce n'est pas un hasard si la «génération Z marocaine» gagne sur les terrains du monde entier, elle incarne une vision royale où la réussite collective écrase la haine fabriquée... Le Maroc ne se justifie pas, il agit...

Les services algériens ont cru rallumer le feu en confiant l'allumette à une femme qu'on surnomme dans certains milieux "la porteuse de bois - 7amalatou al 7atabe "... Mais le problème est que le bois est mouillé et le Maroc, loin d'être inflammable, est un bloc de granite... Et chaque tentative d'incendie se transforme en feu d'artifice patriotique... la pauvre Tawakkol, la "porteuse de bois" d'une flamme éteinte, Elle ne défend plus les peuples, elle défend ses factures !!

Le Club des Avocats du Maroc, lui, n'a pas apprécié la blague... Il a décidé de porter plainte devant la justice turque, histoire de rappeler à Madame Nobel que la liberté d'expression n'est pas un ticket open bar pour inciter au terrorisme... Le collectif, dirigé par Me Mourad Elajouti, accuse la "militante de la paix" d'appels explicites à la rébellion et à la violence contre les institutions marocaines... Le Club des Avocats ne s'est pas arrêté là : il a saisi le ministère public turc pour incitation au terrorisme, injure aggravée et atteinte à l'ordre public, demandant la saisie des contenus et la convocation de Karman... Et pendant que la justice s'ébroue, des acteurs de la société civile exigent du Comité Nobel de lui retirer son trophée doré...

Car enfin, qu'a fait Tawakkol Karman de son prix ? Au lieu de bâtir la paix, elle s'en sert comme microphone diplomatique pour attiser la discorde... Au lieu de prêcher la tolérance, elle distribue les insultes... Et au lieu de promouvoir la réconciliation, elle sème la haine... puis s'envole vers des cieux plus paisibles, laissant derrière elle la guerre et la famine...



Le scénario rêvé à Alger s'est donc effondré... pas de révolution, pas de chaos, pas de fuite en masse... Rien que du calme, de la confiance, et une jeunesse qui célèbre sa victoire dans le palais, autour d'un thé à la menthe partagé avec le Prince héritier... Et Quand les hyènes s'excitent, le Maroc s'élève... Et pendant qu'elles hurlent à la mort, LE LION - Lui - savoure sa victoire... Et si un jour on devait récompenser la vraie paix, ce ne serait pas avec un Nobel distribué à la carte, mais avec un hommage à ce pays qui, sans bruit, sans larmes ni trahisons, avance simplement, fièrement, royalement...

L'ODJ

L'OPINION DES JEUNES



SCAN ME!

**REJOIGNEZ NOTRE CHÂÎNE WHATSAPP
POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ !**

« TAHN EL-WRAQ » : « TOURNER SA LANGUE SEPT FOIS » : QUAND UNE FORMULE MAL COMPRISE EMBRASE LE DÉBAT

Il suffit parfois de trois mots pour mettre le feu à la plaine. « Tahn el-wraq », littéralement « moudre le papier », a déclenché une tempête numérique et médiatique après avoir été prononcée — sur le mode figuré — par Ahmed Touzi, président du groupe parlementaire du Parti de l'Authenticité et de la Modernité. En quelques heures, la formule s'est retrouvée tronquée, sortie de son registre idiomatique, puis recyclée en accusation absurde : on prêterait au député l'idée que du papier serait mélangé au farine subventionnée. De quoi provoquer l'indignation, les jeux de mots faciles et une polémique disproportionnée.

Mardi 28 octobre 2025, Ahmed Touzi a donc publié une mise au point pour « rétablir les faits ».

Sa défense tient en trois axes, limpides. Un : l'expression relève de la métaphore dans la darija marocaine, et renvoie à des manipulations de pièces administratives — factures, déclarations, justificatifs — destinées à obtenir indûment des subventions. Deux : prise au pied de la lettre, l'idée n'a aucun sens économique. Le papier coûte plus cher que la farine ; personne de rationnel ne songe à en « moudre » pour tromper qui que ce soit. Trois : l'objet de son intervention n'était pas la punchline, mais un appel au contrôle : qualité du farine subventionnée, volumes déclarés par les opérateurs, et mécanismes de versement de l'aide publique. Autrement dit : du fond, pas de la comédie.

Le fond, justement. Derrière le vacarme, il y a un vrai sujet d'intérêt général : la crédibilité de la chaîne du soutien public, en particulier sur des biens sensibles comme la farine ou le gaz butane. Touzi le dit sans détour : il plaide pour une réforme assumée de la caisse des subventions, avec une sortie progressive des aides généralisées au profit d'aides directes et ciblées vers les ménages modestes. C'est à la fois un enjeu de justice sociale — éviter que les rentes et les effets d'aubaine ne captent l'argent public —



et un enjeu budgétaire — restaurer des marges de manœuvre pour financer des priorités claires (éducation, santé, emploi, infrastructures).

Pourquoi, alors, cette phrase a-t-elle pris une telle ampleur ?

Parce que la politique des mots est devenue un sport de combat. Face au flux tendu des réseaux, la nuance s'évapore : on isole une expression, on la literalise, on la charge d'intentions, on la propulse dans le tourbillon des indignations. L'algorithme adore ce qui choque ; il se moque de ce qui explique. Résultat : un débat nécessaire — comment mieux sécuriser l'argent public ? — se voit parasité par une controverse de surface.

Le parlementaire assume sa part : il regrette que ses propos aient été « détournés de leur sens » et dénonce la course au buzz de certains acteurs. On peut lui retourner, sans malveillance, un principe d'hygiène oratoire que connaissent bien les praticiens de la chose publique : tourner sa langue sept fois avant de parler, surtout lorsqu'on mobilise une expression idiomatique susceptible d'être décontextualisée. Ce n'est ni de la frilosité, ni de l'auto-censure ; c'est l'intelligence du contexte. À l'ère des captures d'écran et des clips de 10 secondes, la formulation n'est plus un détail : c'est une stratégie de survie pour les idées.

Reste la question de fond, la seule qui vaille. Si l'on admet — et il faut l'admettre — que le soutien public doit arriver aux bonnes personnes, alors deux impératifs s'imposent

D'abord, tracer : qualité du produit subventionné, traçabilité des volumes, cohérence entre production déclarée, stocks, ventes et aides perçues. Ensuite, cibler : substituer autant que possible des transferts directs (monétaires ou quasi-monétaires) aux subventions généralisées, qui profitent mécaniquement à des ménages qui n'en ont pas besoin autant que d'autres. Ce virage ne se décrète pas d'un tweet : il se prépare, se teste, se calibre socialement, avec des garde-fous pour protéger le pouvoir d'achat dans la transition.

Dans sa clarification, Touzi insiste sur la continuité de son engagement : défendre l'assainissement de la dépense publique, préserver la dignité des bénéficiaires, équilibrer les finances de l'État. On pourra discuter des rythmes, des outils et des priorités, mais on ne devrait pas perdre de vue que l'ambition — mieux cibler, mieux contrôler, mieux servir — fait consensus au-delà des clivages. La vraie ligne de fracture ne passe pas entre « pro-subsventions » et « anti-subsventions », mais entre statut quo confortable et réforme exigeante, entre opacité et reddition de comptes.

Cet épisode laisse deux leçons.

Première : les responsables publics doivent parler clairement, préférer les termes explicites aux images locales qui se traduisent mal à l'écran national. Les métaphores voyagent mal ; les malentendus voyagent très vite. Deuxième : nous, médias et citoyens, avons tout à gagner à lire avant de réagir, à interroger la source avant de partager l'extrait, à revenir au texte avant de juger l'homme. C'est à ce prix qu'un pays passe du bruit à la délibération, et d'une polémique de quatre-vingt caractères à une politique publique de long terme.

Au bout du compte, l'important n'est pas de savoir si l'on « moud » des feuilles, mais si l'on renforce les contrôles, si l'on cible mieux le dirham public, si l'on protège à la fois le panier du ménage et la colonne vertébrale budgétaire.

Pour y parvenir, il faudra des mots justes, des procédures solides et un débat adulte. Tourner sa langue sept fois ne tue pas la franchise ; cela sauve la clarté. Et la clarté, dans ces dossiers, vaut davantage que toutes les petites frayeurs virales.



NIZAR BARAKA PLAIDE POUR « UN MAROC À UNE SEULE VITESSE » : DIAGNOSTIC SANS FARD ET FEUILLE DE ROUTE EN HUIT AXES

Room

Casablanca — 23 octobre 2025. Devant une salle pleine à l'invitation de l'Alliance des Ingénieurs Istiqlaliens, Nizar Baraka, Secrétaire général du Parti de l'Istiqlal, a livré un diagnostic implacable des fractures territoriales et sociales du pays et détaillé une méthode d'action pour « mettre tout le Maroc sur le même rythme ». Son intervention s'est articulée autour d'un constat de « deux vitesses » qui ne peut plus durer et d'une feuille de route concrète en huit axes, plaçant l'équité, l'emploi et la convergence territoriale au centre.

Un pays à deux vitesses : chiffres à l'appui

Nizar Baraka, SG du Parti de l'Istiqlal, ouvre par ce qu'il appelle « un constat implacable ». Les écarts demeurent criants entre villes et campagnes. Le taux de pauvreté multidimensionnelle atteint 13,1 % en milieu rural contre 3 % en urbain. Trois régions littorales génèrent près de 60 % du PIB, quand 40 % des Marocains vivent dans des zones ne produisant que 28 % de la richesse nationale. Sur le marché du travail, le T2-2025 a vu 113 000 emplois créés en zones urbaines tandis que 107 000 ont été perdus en zones rurales.

L'accès aux services de base illustre la même disparité : presque 100 % des ménages urbains raccordés à l'eau potable du réseau, moins de 50 % en rural ; 6,8 % de ménages urbains sans Internet, contre 22 % en rural.

Inégalités sociales et jeunesse en tension

Le SG de l'Istiqlal insiste sur une « fracture multidimensionnelle ». L'indice de Gini a augmenté, 40,5 % en 2022 contre 38,5 % en 2019. Le chômage des jeunes est qualifié de « bombe sociale » : 35,8 % pour les 15-24 ans, 21,9 % pour les 25-34 ans ; 19,9 % chez les femmes et 19 % chez les diplômés. Il rappelle aussi la masse des NEET (ni en emploi, études ou formation) : 1,5 million de jeunes, 58 % en zones rurales et 72 % de femmes. « Ce Maroc-là ne peut pas continuer », résume-t-il.

Éducation et santé : cartes inégales, destins divergents

Côté éducation, les 25 ans et plus cumulent des trajectoires dissemblables : 7,9 années de scolarité moyenne en ville contre 3,2 en rural. 46,9 % des urbains ont au moins le secondaire collégial, contre 15,3 % en rural. L'analphabétisme frappe 38 % en rural (contre 17,3 % en urbain) et 34,4 % des femmes. La santé raconte la même histoire : 13,45 médecins pour 10 000 habitants à Rabat-Salé-Kénitra contre 2,92 à Drâa-Tafilalet ; 96 % des accouchements en structure médicalisée en ville contre moins de 75 % en rural. « La naissance ne doit plus décider du destin », martèle Baraka.



Rédigé par La rédaction

Trente ans d'efforts... et des avancées réelles

Sans nier les progrès, Baraka replace ces écarts dans le temps long. Depuis 1995, des politiques structurantes ont amélioré la vie de millions de Marocains. L'INDH a abaissé la pauvreté multidimensionnelle à 6,8 % en 2024 (contre 11,9 % en 2014), avec une chute du taux de pauvreté de 27,8 % à 15,5 % dans 702 communes rurales ciblées et la généralisation du préscolaire passée de 43 % (2015) à 83 % (2025) ; le Maroc intègre ainsi en 2025 la catégorie des pays à développement humain élevé. Le PAGER a porté l'accès à l'eau en rural de 14 % (1995) à 98 % (2024). Les PNRR 1 & 2 ont désenclavé 3 millions de ruraux pour 29 500 km réalisés. Le PERG a mené à une quasi-électrification universelle (18 % → 99,9 %, 13 millions de bénéficiaires, 25,3 Mds DH investis). Le PRDTS a mobilisé 50 Mds DH (2013-2024). L'ANDZOA a soutenu +123 871 emplois (2013-2022) et l'accès à l'eau dans les zones oasiennes (79,7 % → 95,9 %). Le PDRZM a réduit la pauvreté de 18 % et accru les revenus de 24 % pour 385 000 bénéficiaires (2015-2024). « Des avancées considérables, mais l'équité reste à parfaire », résume-t-il.

Protection sociale : vers la dignité par la couverture universelle

Le chef istiglalien salue une bascule majeure : la généralisation de l'AMO. Plus de 32 millions de bénéficiaires, soit 88 % de la population, sont désormais couverts. À l'intérieur de cet édifice, l'AMO-Tadamon regroupe 11 millions de personnes en situation de précarité, et l'AMO des travailleurs non-salariés (CHAMIL) concerne environ 4 millions de bénéficiaires. Pour Baraka, la protection sociale doit cesser d'être un simple « transfert » et devenir un levier de transformation, garantissant une sortie durable de la pauvreté et promouvant la dignité et l'autonomie.

La boussole : « Pas de Maroc à deux vitesses »

Baraka ancre son propos dans la vision royale. Il cite le discours du 29 juillet 2025 : « Il n'y a de place ni aujourd'hui, ni demain pour un Maroc avançant à deux vitesses ». L'objectif, rappelle-t-il, est que « dans quelque région que ce soit, les fruits du progrès profitent à tous ». D'où l'urgence d'une exécution « juste et partagée » : le défi n'est plus la vision, mais la mise en œuvre sur l'ensemble du territoire.

Huit axes pour un Maroc à une seule vitesse

1) Refonder l'architecture territoriale et la gouvernance

Redimensionner les collectivités, décentraliser effectivement, professionnaliser la gestion locale, garantir transparence et reddition des comptes. Baraka propose des contrats de convergence territoriale entre Régions, Provinces et Communes pour synchroniser l'action publique et aligner financements, objectifs et résultats.

2) Des programmes intégrés de développement rural

Mettre en place une offre territoriale intégrée, ciblée et mobile de services publics de proximité. Renforcer l'accès équitable à la santé, l'éducation, l'eau, l'assainissement et la mobilité ; accélérer la numérisation des services et l'inclusion digitale pour réduire la distance au service public.

3) Diversifier l'économie des campagnes

Adapter l'agriculture au climat, mais surtout sortir du tout-agricole : créer des zones d'activité de proximité (ZAP), développer l'emploi public local, former au e-commerce rural, soutenir l'entrepreneuriat, lancer des appels à projets territoriaux avec prime à l'emploi féminin et jeune, encourager le volontariat numérique et civique rémunéré, favoriser télétravail et micro-services numériques.

4) Protection sociale : du transfert à la transformation

Objectif : zéro retour à la pauvreté après aide. « L'aide doit devenir un tremplin, non une béquille », insiste Baraka, plaidant pour des capacités locales renforcées et un passage du « droit à l'aide » au droit à la dignité et à la capacité.

5) Un Maroc polycentrique et interconnecté

Territorialiser les grandes transitions — énergie, industrie, numérique — en les arrimant à une architecture de corridors de cohésion. Chaque région doit se structurer autour d'un pôle de développement, appuyé par des sous-pôles provinciaux pour devenir de véritables « cœurs » de dynamisme local.

6) L'emploi comme pivot et indicateur

Faire de l'emploi un vecteur de dignité et de citoyenneté, mais aussi un indicateur de réussite territoriale : pilotage fin, gouvernance dédiée, articulation entre transitions économiques et sociales afin que chaque projet se mesure à l'aune des opportunités créées localement.

7) Jeunesse et femmes, moteurs du changement

Déployer une économie productive et solidaire (entrepreneuriat vert, digital, social), accélérer la transformation numérique des services et l'animation civique, promouvoir un leadership territorial et culturel des jeunes et des femmes comme acteurs du changement sur le terrain.

8) Un pacte moral et civique

Ancrer une éthique partagée : confiance, responsabilité, dignité, égalité des chances, non-discrimination, participation citoyenne, solidarité active, travail et mérite, démocratie sociale et dialogue. Ce pacte doit cimenter l'action publique et la coopération entre État, collectivités, entreprises et société civile.

Exécution, reddition des comptes et simultanéité des progrès

Au-delà des principes, Baraka insiste sur la simultanéité des progrès : pas de success story isolée, mais une montée en gamme coordonnée. L'État stratège fixe les caps et les standards ; la Région arbitre et contractualise ; la Commune exécute et rend des comptes. « On ne demande pas l'impossible à tous, mais le possible à chacun, en même temps », résume-t-il. C'est le sens de la redevabilité qu'il appelle de ses vœux, avec des objectifs lisibles par le citoyen : emplois créés, accès à l'eau, à l'école, au soin, au numérique — dans chaque province.

« Avancer ensemble »

En conclusion, Nizar Baraka fixe une ligne claire : agir avec équité et efficacité, libérer chaque potentiel pour que la naissance ou le genre n'imposent plus un destin, et avancer ensemble grâce à la simultanéité, la solidarité et la redevabilité.

Le pays dispose, dit-il, de la vision et d'un corpus de politiques éprouvées ; la prochaine étape est l'exécution juste sur tout le territoire. « De fait, il n'y a pas de place pour un Maroc à deux vitesses », répète-t-il en écho à la boussole royale. C'est la condition d'un Maroc uni, équitable et inclusif — à une seule vitesse.



USFP : LA CONTINUITÉ AU DÉTRIMENT DE LA LÉGITIMITÉ ?

Driss Lachgar a été réélu pour un quatrième mandat à la tête de l'USFP lors du congrès de Bouznika, suscitant des questionnements sur le renouvellement et la démocratie au sein du parti.

Une réélection qui interroge sur la démocratie interne

Lors du dernier congrès de l'USFP à Bouznika, Driss Lachgar a été reconduit à son poste de Premier secrétaire pour un quatrième mandat. Cette réélection, bien que soutenue par une majorité de délégués, soulève des interrogations sur la démocratie interne du parti et sa capacité à se renouveler. Alors que le Maroc traverse une période de transformation politique, la question du leadership au sein des partis traditionnels devient cruciale.

Les critiques à l'encontre de Lachgar se sont intensifiées, certains membres du parti dénonçant un manque de véritable démocratie et de transparence dans le processus électoral. L'absence de nouveaux visages et d'idées fraîches pourrait freiner l'innovation et l'adaptation nécessaires pour faire face aux défis contemporains. Les jeunes militants, en particulier, expriment leur frustration face à une direction perçue comme figée dans ses habitudes.

Dans son discours de réélection, Lachgar a promis de renforcer la base du parti et d'œuvrer pour une meilleure représentation des jeunes et des femmes. Cependant, les sceptiques restent vigilants, doutant de la capacité du leader à mettre en œuvre des changements significatifs. La continuité du leadership pourrait être interprétée comme un signe de stabilité, mais elle pourrait également être perçue comme un refus de s'ouvrir à de nouvelles perspectives.



Room

Par Mamoune ACHARKI

L'USFP, qui a longtemps été un acteur clé de la scène politique marocaine, doit maintenant faire face à des questions fondamentales sur son avenir. Pour regagner la confiance du public et des jeunes électeurs, le parti devra démontrer sa capacité à évoluer et à répondre aux attentes de la société. La réélection de Lachgar pourrait être un tournant, soit pour renforcer la position de l'USFP, soit pour exacerber les critiques à son égard.

En conclusion, la réélection de Driss Lachgar à la tête de l'USFP soulève des enjeux cruciaux pour le parti. Alors que le Maroc aspire à un avenir politique plus inclusif et démocratique, l'USFP devra se réinventer pour rester pertinent et attractif aux yeux des électeurs.



LODJ
WWW.PRESSPLUS.MA



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

SCAN ME



PRESSPLUS EST LE KIOSQUE %100 DIGITAL & AUGMENTÉ
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA
MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS...

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC



JUSTICE SPATIALE ET TERRITORIALE PAR ET AVEC LE SPORT.

Le sport peut-il servir de tremplin pour un développement territorial à une seule vitesse en dépit des disparités régionales?

Aller de l'avant.

La fièvre du sacre en coupe du monde U20 , finira bien par tomber et il faudra bien voir en face les défis et challenges qui nous attendent au tournant. Pour commencer, inutile de nous leurrer et de nous voiler la face en continuant de faire l'éloge de l'Académie Mohamed 6 , car il s'agit aujourd'hui d'aller de l'avant.

Premièrement, il n'y a pas que cette académie qui fait de l'excellent travail puisque la moitié de cette équipe est composée de joueurs nés et formés en Europe.

Soit , si l'Académie est l'exemple à suivre à condition de ne pas nous endormir sur nos lauriers. Le constat est que nos équipes nationales sont la vitrine qui ne reflète absolument pas l'état général du football marocain, avec des clubs déficitaires la plupart du temps et qui tardent à décoller véritablement vers une gestion professionnelle et des sociétés sportives.

Mais faute de mieux , on va concéder que le football au niveau des équipes nationales est en train de servir de locomotion pour tous les clubs , et normalement d'exemple à suivre pour toutes les autres disciplines sportives.

Mais, malheureusement de nombreux freins s'opposent à une telle dynamique.

Il n'y a plus à hésiter et aucun doute à avoir : le pays a besoin d'académies de formation dans toutes les régions du Royaume, au moins une par région. Des académies pour toutes les disciplines sportives avec une scolarité normale , et il faudra y aller petit à petit .

Bien sûr, on peut rêver d'académie à Tanger , Tétouan, Al Hoceima , Nador , Oujda , Taza , Fès , Meknès, Larache , Mohammedia , Kénitra, El Jadida , Sidi Kacem , Safi , Agadir, Taroudant, Marrakech , Ouarzazate, Laâyoune , Dakhla etc ..Il est permis de rêver et de faire rêver les enfants même si tous ne deviendront pas joueurs professionnels..

il faudra penser au sport comme un vecteur de développement humain au niveau local à condition de ne pas oublier les enfants de la campagne et du milieu rural



Par
Hafid Fassi fihri

A ce sujet, il faudra penser au sport comme un vecteur de développement humain au niveau local à condition de ne pas oublier les enfants de la campagne et du milieu rural

Aujourd'hui, peut-être que les moyens et la volonté ne sont pas réunis pour une telle vision , probablement que les moyens financiers et les ressources humaines ne sont pas encore disponibles, mais il est certain que le potentiel des jeunes est incroyable et immense et qu'il serait incroyable malheureusement de ne pas exploiter cette énergie et cette richesse et de ne pas valoriser ce capital humain.

Le train à grande vitesse ne passera pas partout et même pas le train tout court, il serait hasardeux de laisser des villes et des populations sur le quai, à la marge.

Un Maroc à une seule vitesse ne pourra se faire que lorsque la génération montante se sentira concernée et valorisée, que des mécanismes de ruissellement fonctionneront en permanence et partout et qu'aucun citoyen ne sera oublié, ni que des populations ne soient exclues et condamnés à la précarité !

Une telle vision ne pourra être réalisée que si les régions, les conseils locaux, les fédérations sportives, le département des jeunes et des sports, et le département de l'éducation nationale se mettent ensemble pour imaginer un programme commun et une stratégie nationale.

Imaginons tout ce que l'on peut faire avec le Futsal, le Beach soccer et autres ..

Le train à grande vitesse ne passera pas partout et même pas le train tout court, il serait hasardeux de laisser des villes et des populations sur le quai, à la marge.

Mais, en même temps avec le boom de la spéculation sur le foncier et le népotisme et le clientélisme qui n'en finissent plus chez ceux qui persistent à placer leurs proches à des postes de responsabilité, il est évident que la partie est mal engagée lorsque les compétences ne sont pas là où il le faudrait.

Honnêtement, et concrètement surtout, dans plusieurs régions du Royaume de très nombreuses villes ne seront concernées ni par la CAN 2025 ni par la Coupe du monde. Mais , pour ne pas cracher dans la soupe et insulter l'avenir, il y a encore du temps et de la place pour mettre en place des projets et des investissements.

Oui , sans aucun doute sport doit servir de tremplin pour un développement territorial à une seule vitesse en dépit des disparités régionales !

En juillet 2030 , la Coupe du Monde sera déjà derrière nous et pour éviter un réveil brutal dans certains secteurs qui pourraient connaître une fin de bulle spéculative, il est urgent de mettre en place les conditions d'une croissance durable et d'une vivacité économique à toutes épreuves.

A commencer par une élite politique volontaire et déterminée qui assumera ses responsabilités. Pour une justice spatiale et territoriale pour le plus grand nombre de marocains.



EN SOUTIEN AUX FAMILLES DES MAROCAINS EXPULSÉS D'ALGÉRIE EN 1975 : 50 ANS DÉJÀ ET NOUS N'AVONS RIEN OUBLIÉ

Billet

Le 8 décembre 2025 marquera un demi-siècle jour pour jour depuis le déclenchement des rafles et expulsions de milliers de Marocains installés en Algérie. Cinquante ans après, la douleur est intacte, la mémoire est vivante, et la quête de justice demeure. Des voix s'élèvent, regroupées au sein d'un collectif international de soutien aux familles, pour pousser le régime algérien à reconnaître ce qu'elles qualifient de crime : l'arrestation, la spoliation et l'expulsion de familles entières, souvent établies depuis des générations.

Le 8 décembre 2025 marquera un demi-siècle jour pour jour depuis le déclenchement des rafles et expulsions de milliers de Marocains installés en Algérie. Cinquante ans après, la douleur est intacte, la mémoire est vivante, et la quête de justice demeure. Des voix s'élèvent, regroupées au sein d'un collectif international de soutien aux familles, pour pousser le régime algérien à reconnaître ce qu'elles qualifient de crime : l'arrestation, la spoliation et l'expulsion de familles entières, souvent établies depuis des générations.

8 décembre 1975 : l'aube d'un arrachement

Selon les témoignages recueillis par les associations de victimes et leurs soutiens, tout commence « dès l'aube du 8 décembre 1975 ». Ironie tragique souvent rappelée par les familles : cette date coïncidait avec la veille de l'Aïd El-Kébir. Des bus réquisitionnés, des listes dressées à la hâte, des foyers séparés. Des hommes, des femmes, des enfants embarqués — parfois sans pouvoir emporter autre chose qu'un sac — vers la frontière marocaine.

L'opération s'étire sur près de deux mois. Le collectif évoque environ 45 000 personnes contraintes au départ, beaucoup vivant « pour certaines depuis des décennies » en Algérie. Dans les récits, une constante : des conditions d'acheminement indignes, des biens saisis, des vies mises entre parenthèses.

La mémoire contre l'oubli

Cinquante ans plus tard, l'exigence première est simple : dire la vérité, officiellement. Pour les familles, la reconnaissance par les autorités algériennes de la nature et de l'ampleur des faits est un préalable à tout processus de réparation — morale d'abord, matérielle ensuite.

La mémoire, ici, n'est pas une posture de repli. Elle agit comme un repère public : les noms, les dates, les lieux, les visages. Elle refuse que l'Histoire bascule dans l'angle mort des relations bilatérales. C'est le sens des commémorations prévues le 8 décembre 2025,



Par **Adnane Benchakroun**

à l'occasion du cinquantenaire, et des mobilisations annoncées en Europe.

De Genève à Strasbourg : une stratégie assumée

À l'automne 2025, le collectif a présenté un rapport détaillé devant le Conseil des droits de l'Homme à Genève, afin d'archiver les faits et d'alerter les mécanismes onusiens. Prochaine étape annoncée : une manifestation commémorative à Strasbourg, à proximité du Parlement européen, le 8 décembre. Le message est clair : internationaliser la cause, documenter, convaincre, puis obtenir un geste officiel — reconnaissance, excuses, ouverture d'archives, mécanisme de règlement des litiges patrimoniaux.



Éthique de la mémoire, politique du possible

Écrire cette page n'exige ni triomphalisme ni anathèmes. Elle requiert une éthique de la mémoire : précision des faits, respect des personnes, refus des instrumentalisations. Elle suppose aussi une politique du possible : des interlocuteurs, des étapes, un calendrier.

Reconnaître n'est pas s'humilier. C'est assumer l'Histoire pour en sortir plus fort. Les familles ne réclament pas d'ouvrir une nouvelle blessure ; elles demandent de refermer proprement l'ancienne, avec des mots justes et des actes à la hauteur.

Ce que demandent les familles et leurs soutiens

Reconnaissance officielle des expulsions de 1975 et de leurs conséquences humaines.

Excuses publiques et condoléances d'État pour les vies brisées et les patrimoines perdus.

Ouverture et numérisation des archives pertinentes, accessibles aux familles et chercheurs.

Mécanisme indépendant d'examen des cas de spoliation et de restitution/indemnisation.

Facilités administratives pour les démarches transfrontalières (état civil, successions, pensions).

Garanties de non-répétition intégrées au droit positif et aux pratiques administratives.

Un cinquantenaire pour rassembler

Ce cinquantenaire est l'occasion d'un rassemblement apaisé mais déterminé : familles, associations, juristes, historiens, responsables religieux, élus locaux, médias. Il faut recueillir les derniers témoignages, archiver les preuves, transmettre aux jeunes générations. Il faut aussi déployer des passerelles : colloques, expositions, capsules audiovisuelles, plateformes d'archives orales.

Car la mémoire ne survit pas seule : elle se travaille. Elle demande de la rigueur, des dates, des documents. Elle requiert des récits qui fassent sens, loin des caricatures.

Notre position : soutien, lucidité, ouverture

Nous réaffirmons notre soutien total aux familles des expulsés. Nous plaidons pour un chemin de vérité, sans débordements verbaux, sans raccourcis faciles. L'Histoire est têtue ; elle finit toujours par parler. Autant l'écouter avec courage.

À celles et ceux qui gouvernent aujourd'hui en Algérie, nous disons : reconnaître n'est pas céder. C'est donner à vos citoyens comme aux nôtres la preuve qu'un État peut regarder son passé en face et réparer. À celles et ceux qui, au Maroc, accompagnent cette cause, nous rappelons l'exigence de méthode : dossiers sourcés, expertise juridique, diplomatie tenace.

8 décembre 2025 : faire date, enfin

Cinquante ans après l'aube grise du 8 décembre 1975, nous voulons que le 8 décembre 2025 soit une aube claire : celle d'une mémoire reconnue, d'un droit réaffirmé, d'une dignité rendue.

Nous n'avons rien oublié. Nous ne cherchons pas la rancœur. Nous cherchons la justice. Et nous resterons, aux côtés des familles, jusqu'à ce que la vérité soit dite — et réparée.



AUTOMOBILE : LA CLASSE MOYENNE AU MAROC A VOTÉ CHINOIS !

Billet

Au dernier salon de Casablanca, 100% dédié à l'hybride et à l'électrique, le public s'est pressé autour des stands BYD, Jetour, Leapmotor, Lynk & Co, Smart ou encore XPeng. Un signal fort : quand l'équation "prix/équipement/consommation" devient décisive, la préférence des ménages marocains glisse, sans complexe, vers l'offre chinoise — là où l'innovation est visible et le ticket d'entrée, maîtrisé.

Transition auto : quand le rapport qualité-prix fait basculer le vote des ménages

Il fallait voir les files à l'Espace AUDA (Anfa Park) entre le 18 et le 28 septembre 2025 : un salon « spécial énergies nouvelles » — hybride et 100 % électrique —, ouvert au grand public, avec billet à 30 DH, et une promesse simple : rendre tangible, ici et maintenant, la bascule vers la mobilité propre. Dans les allées, plus de trente marques, une soixantaine de modèles électrifiés, et surtout la montée en puissance des constructeurs chinois, passés en deux ans du statut d'outsiders à celui d'attracteurs de foule. Ce n'est pas un slogan marketing : c'est une scène vécue.

La photo la plus parlante ? BYD dévoilant le Sealion 7, SUV 100 % électrique, pendant que les visiteurs enchaînaient questions sur autonomie, cycles de recharge et garanties. L'ouverture de la gamme BYD au Maroc — Atto 3, Seal, Seal U PHEV, Han, Tang — place des repères de prix dans l'imaginaire des classes moyennes : 339 900 DH pour l'Atto 3, 359 900 DH pour le Seal U PHEV, 469 900 DH pour la berline Seal. De quoi rebattre les cartes face aux premiums européens et aux généralistes japonais ou coréens, dont les hybrides restent souvent plus chers à puissance et dotation comparables.

Dans les chiffres, le phénomène n'est plus anecdotique. Selon les statistiques AIVAM, BYD a bondi à 466 VP vendus en juillet 2025 (contre 9 un an plus tôt), portant sa part de marché mensuelle à 2,63 %. C'est une percée éclair qui confirme une tendance : les nouvelles marques asiatiques ne viennent plus "tester" le marché marocain ; elles s'y installent, réseau à l'appui, et captent un appétit d'équipement tiré par la reprise du pouvoir d'achat urbain et le besoin de rationaliser le coût total de possession.

Pourquoi la classe moyenne "vote" chinois ? Parce que, pour elle, l'auto n'est pas un manifeste idéologique, c'est un budget. Or l'offre chinoise coche trois cases décisives :



Par **Mohamed Ait Bellahcen**

prix d'accès plus doux, niveau d'équipement très généreux (ADAS, écrans, sécurité active), et coût d'usage comprimé par l'électrification. Les PHEV répondent bien aux usages mixtes (ville + périurbain), tandis que les EV pur jus s'imposent comme deuxième voiture de ménage ou comme véhicule principal pour les trajets quotidiens. Ajoutez à cela des garanties longues et des mises à jour logicielles fréquentes ; le package devient difficile à battre.

Le contexte public accélère la bascule. En 2025, plusieurs sources sectorielles rappellent un cadre d'incitations favorable aux véhicules électriques : exonérations ou allègements sur TVA et droits à l'import, vignette allégée ou nulle, et coût d'électricité hors pointe compétitif. Certes, les textes évoluent et les modalités diffèrent selon les segments, mais la direction est claire : rendre l'électrique plus accessible. À mesure que ces incitations se stabilisent et que les importateurs structurent le financement, le "panier" mensuel devient comparable — voire inférieur — à celui d'un thermique récent.

Reste la fameuse question des bornes. Ici, l'argument "on ne peut pas recharger" s'effrite. Entre initiatives privées et projets publics (IRESEN, Green Energy Park), l'ossature progresse : corridors autoroutiers équipés, hubs urbains, déploiements chez les distributeurs et en copropriété. Le projet Green Miles a déjà maillé l'axe Tanger-Agadir par 37 points de charge ; et la multiplication des salons EV, démonstrations et centres d'essai rassure des automobilistes longtemps hésitants. Est-ce parfait ? Non. Est-ce suffisant pour une montée en charge graduelle ? Oui.

Hybride, PHEV, EV : la nouvelle hiérarchie marocaine parle mandarin

Le Maroc, de surcroît, se positionne intelligemment dans la chaîne de valeur. Alors que l'Europe surtaxe les EV chinois (jusqu'à 35 %), Pékin pousse ses champions à l'international et redéploie ses surcapacités. Dans ce jeu d'échecs, le Royaume attire les investissements amont — batteries, composants — grâce à son mix énergétique, ses accords commerciaux et l'écosystème Renault-Stellantis déjà exportateur net vers l'UE. Pour les ménages, cela se traduit demain par plus de choix, des délais plus courts et, potentiellement, des prix mieux tenus.

Faut-il pour autant s'enthousiasmer sans réserve ? Non plus. Trois vigilances s'imposent.

Valeur résiduelle : des marques nouvelles doivent prouver, sur cinq à sept ans, la tenue de leurs cotes à l'occasion de la revente. Sans historique massif d'occasions, l'acheteur supporte une part de risque — qui doit être compensée par le prix d'achat, la garantie et un réseau après-vente solide.

Service et pièces : les distributeurs locaux ont un enjeu de capacité (carrossiers, électriciens HV, pièces critiques). Une promesse de disponibilité J+X jours vaut souvent mieux qu'un prix barré séduisant.

Réseau de charge : il faut passer d'une logique vitrine (salons, flagship, axes pilotes) à une logique maillée (quartiers résidentiels, parkings d'entreprises, copropriétés). Le ticket de confiance de la classe moyenne dépendra autant des kWh accessibles que du marketing.

Ce "vote" de la classe moyenne n'est donc pas un coup de tête : c'est un vote de portefeuille et un vote d'usage. Quand un SUV PHEV bien équipé se négocie autour de 360 000–380 000 DH, avec des coûts d'entretien compressés et une autonomie électrique suffisante pour la semaine, il marque des points décisifs. Et quand l'alternative EV pur, à 340 000–470 000 DH, couvre le quotidien urbain avec une charge de nuit sécurisée, l'arbitrage devient rationnel — surtout face à des thermiques qui, eux, voient encore grimper l'entretien et le carburant.

Signal politique, aussi. Le succès populaire du salon "énergies nouvelles" montre que la transition ne se fera ni à la baguette, ni par culpabilisation, mais par compétition concrète : celle des prix, des garanties, de la recharge, des délais. Si les acteurs historiques veulent reconquérir la classe moyenne, ils devront sortir de la zone grise — l'hybride "tiède" et trop cher — pour assumer des propositions nettes : PHEV bien dotés et agressifs en loyers, EV compacts "prix plancher", packages recharge + maintenance, et revente garantie.

Au fond, le message envoyé depuis Casablanca est limpide : les ménages marocains n'attendent pas 2035 pour changer de paradigme. Ils veulent des voitures sobres, sûres, connectées, livrables et finançables. Ceux qui cochent ces cinq cases — aujourd'hui, majoritairement, des marques chinoises — emportent le bulletin. Le reste appartient à la concurrence... et à l'infrastructure, qui doit suivre le rythme du marché.



RÉFORME DU CONSEIL NATIONAL DE LA PRESSE : UN TOURNANT POUR LE JOURNALISME MAROCAIN

Billet

Le Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) du Maroc a récemment publié un avis sur le projet de loi 026.25, qui vise à réorganiser le Conseil National de la Presse (CNP). Ce rapport, qui aborde des questions cruciales concernant la gouvernance des médias au Maroc, met en lumière des incohérences et des déséquilibres dans le texte proposé. Cet article se propose d'analyser les principaux points soulevés par le CESE, tout en examinant leurs implications pour la liberté de la presse et la gouvernance démocratique.

Analyse du rapport du Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) sur le projet de loi 026.25

Le projet de loi 026.25 a pour objectif de réformer le CNP afin de renforcer son rôle dans la régulation des médias au Maroc. Cette initiative est perçue comme une réponse aux défis contemporains auxquels fait face le secteur de la presse, notamment en termes de transparence, d'éthique et de responsabilité. Cependant, le CESE souligne que la réforme doit être accompagnée d'une réflexion approfondie sur les principes de gouvernance équilibrée et inclusive.

Le CESE a noté plusieurs incohérences dans le projet de loi. Premièrement, il a critiqué le déséquilibre entre la part importante du texte consacrée aux procédures électorales et disciplinaires et celle dédiée aux enjeux fondamentaux tels que la liberté d'expression et la protection des journalistes. Cette disproportion pourrait nuire à l'efficacité du CNP en tant qu'organe régulateur, limitant son rôle à une simple instance disciplinaire plutôt qu'à un véritable promoteur de la liberté de la presse.

De plus, le CESE a exprimé des préoccupations concernant le manque de clarté sur les missions et les responsabilités du CNP. Selon le rapport, une définition précise des attributions de cette institution est essentielle pour garantir son indépendance et son efficacité. Le CESE appelle donc à une révision du texte pour mieux articuler les objectifs du CNP et les moyens de les atteindre.

Les observations du CESE soulèvent des questions cruciales sur la liberté de la presse au Maroc. En insistant sur la nécessité d'une gouvernance équilibrée,



Par Mamoune ACHARKI

le CESE plaide pour un CNP qui ne soit pas seulement un organe de contrôle, mais aussi un acteur de promotion de la liberté d'expression. Une telle approche est essentielle pour renforcer la confiance du public dans les médias et garantir un environnement où les journalistes peuvent exercer leur métier sans crainte de représailles.

En outre, le rapport du CESE met en lumière l'importance de la participation des acteurs de la société civile dans le processus de réforme. En intégrant des points de vue diversifiés, le CNP pourrait mieux répondre aux attentes de la population et favoriser un dialogue constructif sur les enjeux médiatiques.

En conclusion, l'avis du CESE sur le projet de loi 026.25 met en évidence des incohérences et des déséquilibres qui doivent être corrigés pour garantir une réforme efficace du Conseil National de la Presse. La nécessité d'une gouvernance équilibrée et inclusive est primordiale pour renforcer la liberté de la presse au Maroc. Il est impératif que les décideurs politiques prennent en compte ces recommandations afin de construire un cadre législatif qui protège les journalistes et favorise un environnement médiatique dynamique et responsable.

LODj

WWW.PRESSPLUS.MA

I-MAGS SPÉCIAUX VOS MAGAZINES THÉMATIQUES & INTERACTIFS



**MAGAZINES SPÉCIAUX HYPER CONNECTÉS, AUGMENTÉS
ET FEUILLETABLES EN LIGNE SANS MODÉRATION**

www.pressplus.ma



SCAN ME!

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,
PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS

LA DISRUPTION POLITIQUE EST EN MARCHÉ : QUAND LA RÉFORME ROYALE BOUSCULE LES PARTIS

Billet

Jeunes, femmes, et avenir : le Maroc choisit la disruption politique

Il y a des semaines où l'Histoire s'amuse à monter des diptyques. Celle-ci juxtapose, sans prévenir, deux images qui n'auraient jamais dû se répondre aussi brutalement : d'un côté, un monde économique qui consacre, via le Nobel, les vertus de la disruption, cette capacité à bousculer des rentes, déplacer la frontière de l'innovation, faire naître des marchés là où subsistait l'habitude.

De l'autre, au Maroc, un Conseil des ministres prési

dé par SM le Roi qui décide d'injecter de la disruption... dans la mécanique politique elle-même. Le même mot, importé des start-ups, vient ainsi percuter la vieille fabrique des partis : changer le pipeline des candidats, ouvrir grand la porte aux moins de 35 ans, simplifier l'entrée dans l'arène, y compris hors parapluie partisan, et financer jusqu'à 75 % de leurs dépenses de campagne. C'est inédit, puissant, et cela appelle une réflexion qui dépasse le seul commentaire du jour.

Commençons par le cœur de la réforme. Le projet adopté en Conseil des ministres revisite la loi organique 27.11 relative à la Chambre des représentants. Il moralise, verrouille mieux les candidatures indignes, durcit les peines contre la fraude électorale, mais surtout, il reconfigure l'accès des jeunes au jeu : simplification des conditions de candidature (avec ou sans investiture), et prise en charge par l'État de 75 % des frais de campagne pour les moins de 35 ans.

En clair : on ne se contente plus de plaider la "représentation de la jeunesse", on met de l'argent, du droit, et des procédures au service d'un renouvellement réel. Pour un pays où l'on a trop souvent confondu "jeunisme de discours" et "verrouillage de listes", l'inflexion est majeure. Elle transforme un alibi rhétorique en politique publique vérifiable.

L'intuition stratégique est simple : réduire le coût d'entrée pour les nouveaux venus, c'est créer les conditions de l'émergence d'une offre politique plus diverse. Dans le langage de l'économie de l'innovation, on dirait qu'on subventionne l'amorçage, on baisse le coût marginal de la première campagne, et l'on concurrence enfin les rentes d'appareil. On peut refuser le jargon : l'idée n'en demeure pas moins lumineuse. La démocratie, comme un marché, ne prospère pas quand quelques acteurs verrouillent l'accès au comptoir.

Par **Adnane Benchakroun**

Elle a besoin de frictions productives, de contestations éclairées, de talents qui ne passent pas par le rite du parrainage sénior.

La réforme, ainsi comprise, n'est pas un cadeau à une génération : c'est un investissement collectif dans la qualité de la représentation.

Il y a aussi un effet de levier moral. En assumant que l'argent est un obstacle réel — la campagne coûte, la logistique use, la communication écrase mais l'État retire à beaucoup de partis l'argument commode : "Nous aurions bien pris des jeunes, mais ils n'avaient pas les moyens." Le transfert financier tue l'excuse. Il oblige. Il place les directions devant leur miroir : s'ils écartent encore des candidats moins de 35 ans, ce ne sera plus faute de budget ; ce sera un choix politique, donc assumable, donc critiquable. Et cela change tout. Les électeurs, eux, sauront lire les listes.



Bien sûr, le texte ne promet pas à lui seul la régénération du système. On ne décrète pas la culture démocratique par article de loi. Mais l'on sait, par l'expérience internationale, que les architectures institutionnelles façonnent les comportements : baisser les barrières d'entrée, c'est mécaniquement augmenter le nombre de candidatures ; diversifier les profils, c'est mécaniquement enrichir le débat ; soutenir l'inclusion des femmes et des jeunes, c'est mécaniquement rapprocher l'hémicycle du pays réel. L'architecture nouvelle prépare donc, si les partis jouent le jeu, un Parlement plus jeune et plus féminin et non par "effet de mode", mais par redéfinition des incitations.

Éthique de la mémoire, politique du possible

Écrire cette page n'exige ni triomphalisme ni anathèmes. Elle requiert une éthique de la mémoire : précision des faits, respect des personnes, refus des instrumentalisations. Elle suppose aussi une politique du possible : des interlocuteurs, des étapes, un calendrier. Reconnaître n'est pas s'humilier. C'est assumer l'Histoire pour en sortir plus fort. Les familles ne réclament pas d'ouvrir une nouvelle blessure ; elles demandent de refermer proprement l'ancienne, avec des mots justes et des actes à la hauteur.

Ce que demandent les familles et leurs soutiens

Reconnaissance officielle des expulsions de 1975 et de leurs conséquences humaines.

Excuses publiques et condoléances d'État pour les vies brisées et les patrimoines perdus.

Ouverture et numérisation des archives pertinentes, accessibles aux familles et chercheurs.

Mécanisme indépendant d'examen des cas de spoliation et de restitution/indemnisation.

Facilités administratives pour les démarches transfrontalières (état civil, successions, pensions).

Garanties de non-répétition intégrées au droit positif et aux pratiques administratives.

Un cinquantenaire pour rassembler

Ce cinquantenaire est l'occasion d'un rassemblement apaisé mais déterminé : familles, associations, juristes, historiens, responsables religieux, élus locaux, médias. Il faut recueillir les derniers témoignages, archiver les preuves, transmettre aux jeunes générations. Il faut aussi déployer des passerelles : colloques, expositions, capsules audiovisuelles, plateformes d'archives orales.

Car la mémoire ne survit pas seule : elle se travaille. Elle demande de la rigueur, des dates, des documents. Elle requiert des récits qui fassent sens, loin des caricatures.

Notre position : soutien, lucidité, ouverture

Nous réaffirmons notre soutien total aux familles des expulsés. Nous plaçons pour un chemin de vérité, sans débordements verbaux, sans raccourcis faciles. L'Histoire est têtue ; elle finit toujours par parler. Autant l'écouter avec courage.

À celles et ceux qui gouvernent aujourd'hui en Algérie, nous disons : reconnaître n'est pas céder. C'est donner à vos citoyens comme aux nôtres la preuve qu'un État peut regarder son passé en face et réparer. À celles et ceux qui, au Maroc, accompagnent cette cause, nous rappelons l'exigence de méthode : dossiers sourcés, expertise juridique, diplomatie tenace.

8 décembre 2025 : faire date, enfin

Cinquante ans après l'aube grise du 8 décembre 1975, nous voulons que le 8 décembre 2025 soit une aube claire : celle d'une mémoire reconnue, d'un droit réaffirmé, d'une dignité rendue.

Nous n'avons rien oublié. Nous ne cherchons pas la rancœur. Nous cherchons la justice. Et nous resterons, aux côtés des familles, jusqu'à ce que la vérité soit dite — et réparée.



Le contraste de la semaine : réforme Royale qui nivelle vers le haut face à la reconduction symboliquement lourde d'un SG pour un quatrième mandat a donc valeur de test. Non pas le test d'un parti contre les autres, mais le test d'un système face à sa promesse de renouvellement. La balle n'est plus seulement dans le camp des pouvoirs publics ; elle est, très directement, dans les mains des partis. Ils peuvent résister, ruser, recycler. Ou ils peuvent saisir ce moment pour faire, enfin, ce que la société attend d'eux : organiser la compétition loyale des idées, ouvrir les portes aux talents qui n'avaient pas les codes, et accepter que la démocratie marocaine ne grandira pas à l'ombre de quelques arbres centenaires.

La disruption n'est pas une posture. C'est un effort continu pour rendre possible ce que l'on disait impraticable, pour redistribuer les cartes sans casser la table, pour protéger la règle tout en bousculant les routines.

Le Conseil des ministres du 19 octobre a pris sa part, en assumant que l'égalité d'accès n'est pas un slogan mais un coût à prendre en charge et un cadre à sécuriser. Aux partis, désormais, d'aligner les actes sur les discours. S'ils le font, le prochain hémicycle sera plus jeune, plus féminin, plus proche du pays réel et, n'en déplaise aux gardiens de rentes, probablement plus exigeant. S'ils ne le font pas, le décalage deviendra cinglant, la confiance s'effritera, et l'Histoire retiendra que l'État a tendu la main quand les appareils s'accrochaient au dossier de leur fauteuil.

Les circonstances heureuses et malheureuses ne sont pas des fatalités. Elles sont des révélateurs. Cette semaine nous rappelle qu'une décision publique bien conçue peut créer de la chance pour des centaines de jeunes femmes et hommes qui n'attendaient qu'un signe pour franchir le seuil et qu'un réflexe d'appareil peut, en un congrès, caricaturer l'avenir.

Entre ces deux images, il y a un pays qui bouge. À chacun, maintenant, de choisir le bon côté du diptyque



Pistes à surveiller :

Les décrets d'application précisant les modalités de remboursement, le calendrier de dépôt des candidatures

"indépendantes" des moins de 35 ans, et la façon dont chaque parti traduira noir sur blanc cette réforme dans ses règles d'investiture. Parce qu'une disruption, en politique comme en économie, se mesure d'abord à ses effets concrets.

LODJ

WWW.PRESSPLUS.MA

L'ACTUALITÉ AU CŒUR DES ENJEUX MONDIAUX



LE BI-MENSUEL I-DÉBATS de L'ODJ Média du groupe de presse Arrissala aborde une variété de sujets d'actualité, allant des tensions géopolitiques et diplomatiques décryptés par nos experts et chroniqueurs invités.

www.pressplus.ma



SCAN ME!

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC, PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS

مع وهبي ، كان هناك شبان واعون بأن عليهم أن يدافعوا عن صورة قد ترسخت للقميص الوطني عبر العالم. لقد ارتقى المغرب سلم المجد الكروي بقطر . وحين صار العالم ينظر له بإعجاب ، صار هو حبيس هذه النظرة ملزما بالمحافظة على هذه المكانة السابقة . انهم شبان آمنوا بأن المعجزة يمكن لها أن تكون مغربية ، شبان رأوا أن كل صعب على الشباب يهون ، ففاجزوا كبار اللعبة باقتدار وندية وشموخ ، فكتبوا التاريخ بأقدامهم .

ماقام به المنتخب المغربي بالشيخلي عبارة عن ملحمة كاملة الأوصاف .كأس العالم دليل ساطع على أن الشباب المغربي حين يوضع في مناخ الإبداع يمكنه أن يتفوق، أن يعطي، أن يكون فخرا لبلده وفرصة لها في مضمار الرقي والنمو .

أنها طاقة إيجابية قد وهبها لنا الله تعالى ستسري في كل اوصال المملكة ، يمكن لنا أن نستثمرها بذكاء، للتخلص من شوائب اليأس والاحباط والسوداية التي يزرعها البعض . ان هذا الزخم الذي ينطلق من المجال الكروي لخليق به أن يمتد لكل المجالات الأخرى . ان الدرس الذي لقته لنا علي معمر ،ابراهيم غوميز، الزايري، عثمان معما بليغ جدا .انه ليس شيئا آخر غير ان نؤمن بإمكاناتنا كمغاربة.. وان لا نحصر النجاح في ميدان الرياضة فننتبه للطاقة الكامنة في شباب المملكة التي تصير القابا ونجاحات وانجازات ماإن يجدوا التوجيه والثقة.

ليس ينبغي لهذا النصر الرياضي ان يبقى مجرد لحظة عابرة يغمرنا فيها الفرح والزهو،بل يجب ان نحسن توظيفه لاطلاق مشاريع في ميادين شتى .فالوطن الذي انجب هؤلاء الابطال قادر ان ينجب عباقرة ومبدعين في كل مجال .

اننا لانريد ان نذكر فقط كأمة ابهرت العالم فوق العشب الأخضر.بل كأمة تبهر في كل مجالات الحياة .فلننقل شعلة الحماس من الملاعب إلى أماكن العمل ومن مدرجات الكرة إلى مدرجات الجامعات.شكرا أسود الأطلس.



اننا لانريد ان نذكر فقط كأمة ابهرت العالم فوق العشب الأخضر.بل كأمة تبهر في كل مجالات الحياة .فلننقل شعلة الحماس من الملاعب إلى أماكن العمل ومن مدرجات الكرة إلى مدرجات الجامعات.شكرا أسود الأطلس.

كرة القدم المستحيل ليس مغربيا



بقلم: الدكتور خالد
فتحي

كلما تقدم الأسيال كان الامل يكبر بقلوبنا . و كنا نفرك عيوننا غير مصدقين مبهجين بمانراه امامنا كن أداء بطولي .
كنا مركزين جميعا على كأس إفريقيا ، وقليل منا من توقع ان يكون الإنجاز بكل هذا الضخامة والمجد .

إن نحصل على كأس العالم قبل أن ننظم الكان ليس بالمفاجأة، فورا التتويج الباهر كان هناك تخطيط وجهد وعرق واستماتة وتضحية وشعور بقيمة الواجب وهيام وحب للوطن .

انه ثمره عمل تراكمي بدأ منذ سنواتمشروع رياضي وطني حلمنا به و قد نضج ...هاهو يورق في الشيلي كما فعل بقطر ،وغدا سيزهر في اماكن ومناسبات أخرى .

وفي التفاصيل ،كانت هناك ملك اسس هذه الاكاديمية التي خلق صيتها في الاتفاق ،ثم جامعة دؤوبة تملك استراتيجية ،وبعد ذلك مدرب عمل في صمت وبعيدا عن الأضواء . مدرب آمن بأن الاضواء تلاحق النجاح ولا تسبقه ،وهبي... ذلك المدرب الهادي الذي صعد للقمه دون ضجيج قدم درسا بليغا في التواضع والاجتهاد والإيمان بالرسالة .

وقد اكبرت ما أهداه للمغرب من فخر كما اكبره فيه كل المغاربة والعرب والافارقة ،ولكنني فوق ذلك أراه مدرسة يمكن ان يستلهمها الشباب كل في حقل عمله واهتمامه.إنه الانعكاس الأمين للمقولة التي نردها جميعا دون أن نتمثلها حقيقة .مقولة الرجل المناسب في المكان المناسب.. النموذج الذي نحتاج له في قطاعات كثيرة من قبيل التعليم ،الثقافة ،الابتكار ،الاقتصاد ..الخ .

مالذي يدفع عجوزا لخارج بيتها عند الثانية ليلا لعد ممتصف الليل لتحتفل بين الجموع كطفلة عاد لها شبابها؟ و ما الذي يدفع ابا ليحمل ابنته الصغيرة على كتفه .

ويجر بيده طفله الآخر الذي يلوح بالراية الحمراء ؟ .

بل كيف انطلقت كل هذه السيارات من مرابدها لتتقاطر على شارع محمد الخامس وهي تطلق مكبرات صوتها عاليا ؟ وكيف نزلت مغربيات من مختلف الأعمار يلتقطن صورا تذكارية مع الإعلام الوطنية ؟

كيف كان لكل هذه المشاهد ان تفيض علينا دفعة واحدة في رمشة عين ؟ .

وكيف تأتى لهذا الحماس ان يستبد بنا .و لهذه المشاعر الوطنية ان تغمرنا بكل ذاك الدفق ، فتصدق كل هذه الحناجر بحب المغرب ؟ .

لقد كانت ليلة استثنائية بكل المقاييس، لا في الرباط وحدها ،بل في كل أنحاء المملكة ،تحوّلت فيها شوارع الفرحة إلى مسارح للبطولة رأيت فيها الناس وقد امتزجوا والتحموا وتحولوا جميعا إلى أبطال حقيقيين يتقاسمون لحظة مجد وطني نادر .

إنها ليلة لم يكن فيها الوطن شعورا فقط ،بل جسدا نابضا بالحياة امامنا

نعم .إنها كرة القدم ، تلك الساحرة المستديرة من فعلت بنا كل هذه الاعاجيب . واخرجت منا كل تلك العواطف الجياشة .لا بل هي المعجزة أو الحلم الوطني الذي انتظرناه وعملنا له ، فتحقق البارحة بالشيلي على أقدام المنتخب المغربي الشاب .

المؤكد أن المغرب قد صنع الحدث وتسيد العالم كرويا .

والمؤكد أن المحللين عبر العالم سيتوقفون كثيرا ليحللوا هذه الظاهرة المغربية الفريدة . هذا التميز .وهذا الاصرار على النجاح . ومن اللن .أجزم أنهم سينتهون جميعا إلى اعلان حقيقة واحدة :إن ما انجزه المغرب بقطر بالأمس وما حققه بالشيلي ، ليس صدفة ولا فلتة من فلتات او ضربات الحظ .لقد غير هذا البلد الجميل موازين الكرة عالميا ،وهو في طريقه الى ان ينقل ريادةها من أوروبا وامريكا اللاتينية نحو إفريقيا ونحو المغرب تحديدا .ألى يقال إن إفريقيا هي امل العالم ؟؟

كم كان ممتعا هذا المونديال ، مشوقا ، مبهرا ومثيرا لنا نحن المغاربة .بل وملهما لنا .

By Lodj

ويب
راديو

R212

مغاربة العالم



WWW.LODJ.MA

المغرب الصاعد: دولة توازن بين العدالة الاجتماعية وطموح الريادة



بقلم: د. هشام العربي

بلغ الديوان الملكي كشف عن مجموعة من التدابير المحفزة، من بينها تمكين الشباب من المشاركة السياسية دون اشتراط التزكية الحزبية، وتخصيص دعم مالي يغطي 75 في المائة من مصاريف الحملات الانتخابية.

بالإضافة إلى مشاريع تعديل القوانين التنظيمية للأحزاب لتوسيع حضور الشباب في مواقع القرار وضمان تداول فعلي للنخب داخل الأحزاب السياسية.

مدخل جديد للمواطنة الدستورية

لم تعد المشاركة السياسية محصورة في الفعل الانتخابي، بل امتدت لتشمل مجالات أوسع من الفعل المؤسسي. فقد صادق المجلس الوزاري على مشروع القانون التنظيمي المتعلق بالدفع بعدم دستورية القوانين، إلى جانب تعديل القانون التنظيمي للمحكمة الدستورية، عبر تفعيل مقتضيات الفصل 133 من الدستور.

فمن خلال هذا القانون، يمنح المواطن وخاصة الشباب والفاعلين المدنيين بعدا جديدا في الممارسة السياسية للمواطنة عبر آلية تتيح الطعن في القوانين التي تمس بالحقوق والحريات الأساسية.

إن هذه النقطة يمكن اعتبارها بوابة لترسيخ ثقافة المشاركة الدستورية، وتفتح أمام الجيل الجديد فضاءات أرحب للمرافعة القانونية والعمل المدني المسؤول من زوايا مؤسسية رسمية.

في خطوة تعكس دينامية المغرب الجديد، جاء المجلس الوزاري الأخير لترجم توجيهات الملك حول ضرورة جعل الإنسان في صلب المشروع التنموي الوطني.

فقد أعلن المجلس عن تعزيز غير مسبوق للمجهود المالي في قطاعي الصحة والتعليم، ليصل مجموع الغلاف المخصص لهما إلى 140 مليار درهم سنة 2026، مع إحداث أكثر من 27 ألف منصب مالي جديد لدعم المنظومتين.

ووفق نفس التوجه، تم التأكيد على مواصلة ترسيخ أسس الدولة الاجتماعية من خلال تعميم الحماية الاجتماعية، وتفعيل الدعم المباشر لفائدة أربعة ملايين أسرة، مع الرفع من قيمة الإعانات الشهرية للأطفال.

رؤية متوازنة: لا تعارض بين التنمية الاجتماعية والأوراش الكبرى

إن المملكة كما أكد الملك في خطاب افتتاح البرلمان، تعيش مرحلة "الصعود الوطني"، وهي مرحلة لا تقوم على المفاضلة بين الأوراش الكبرى ومشاريع العدالة الاجتماعية، بل على التكامل بينهما.

فالدولة تمضي في تشييد البنيات التحتية والمشاريع الاستراتيجية بنفس القوة التي توليها لورش الإصلاح الاجتماعي، لأن الصعود المغربي ليس مجرد شعار اقتصادي، بل مشروع مجتمعي شامل يوازن بين الاستثمار في الإنسان والاستثمار في المستقبل.

الشباب في قلب التحول

من أبرز مخرجات المجلس الوزاري بروز تصور جديد لدور الشباب في الحياة السياسية والمؤسسية. لم يعد يُنظر إليهم كصوت احتجاجي أو كطاقة مهدورة، بل كقوة اقتراح وتغيير.

بقى بعد ذلك عامل نفسي داخلي للأجهزة الحزبية. سيكون من السذاجة توقع أن تتنازل قيادة مستقرة منذ فترة طويلة عن امتيازاتها بسهولة. المقاومة ستظهر، وهي موجودة بالفعل، أحياناً باسم الخبرة، وأحياناً باسم الوحدة. إلا أن حجة الخبرة تتراجع عندما تتحول إلى عقيدة تدعي عدم القابلية للاستبدال. أما الوحدة، فهي ليست متماثلة مع التجانس : فالتنظيم السياسي الحي يعرف كيف يدمج التناقضات، ويجرب مسارات جديدة، ويحتضن القيادات الصاعدة. على النقيض، فإن عقلية "أنا هنا وسأبقى" تولد اللامبالاة. وهذه اللامبالاة، في السياسة، ليست حالة محايدة؛ بل هي هروب لأفضل الكفاءات نحو مسارات أخرى (ريادة الأعمال، المنظمات غير الحكومية، الشتات)، وهو خسارة كبيرة للمصلحة العامة للبلاد

إن التباين البارز هذا الأسبوع يبرز بوضوح : فالإصلاح الملكي الذي يسعى إلى رفع المستوى العام يتقابل مع تجديد انتخاب الأمين العام لحزب ما لفترة رابعة، وهو قرار ذو حمولة رمزية ثقيلة، ليصبح بذلك بمثابة اختبار حقيقي. وليس هذا اختباراً لحزب ضد آخر، بل اختبار لنظام كامل أمام وعده بالتمدد والتجديد. لم تعد الكرة في ملعب السلطات العمومية فقط، بل أصبحت مباشرة في أيدي الأحزاب. يمكن لها أن تقاوم، أو تتلاعب، أو تعيد تدوير نفسها. أو يمكن أن تستغل هذه اللحظة لتنفيذ أخيراً ما يتوقعه المجتمع منها : تنظيم منافسة نزيهة للأفكار، وفتح الأبواب أمام المواهب التي لم تكن تملك الشفرات التقليدية، وقبول أن الديمقراطية المغربية لن تنمو في ظل بعض الأشجار التي تجاوز عمرها قروناً.

إن "التعطيل الخلق" ليس مجرد موقف شكلي، بل هو جهد مستمر لتحقيق ما كان يُعتبر مستحيلًا، لإعادة توزيع الأوراق دون كسر الطاولة، ولحماية القواعد في تحد دائم للروتين المعتاد

وقد أخذ المجلس الوزاري المنعقد بتاريخ 19 أكتوبر نصيبه في هذه العملية، بإقرار أن المساواة في الوصول ليست مجرد شعار، بل تكلفة يجب تحملها وإطار يجب تأمينه. فآن للأحزاب الآن أن توائم أفعالها مع أقوالها. فإذا فعلت ذلك، سيكون المجلس المقبل أكثر شبابًا، وأكثر تمثيلًا للنساء، وأكثر قربًا من الواقع الفعلي للبلاد، وربما، على الرغم من اعتراض بعض أصحاب المصالح، سيكون أكثر صرامة ومحاسبة. أما إذا لم تفعل، فسيصبح التباين واضحًا، وسينهار مستوى الثقة، وسيسجل التاريخ أن الدولة مدت يدها بينما تمسكت الأحزاب بمناصبها

ليست الظروف السعيدة أو التعييسة مجرد قدر محتوم؛ فهي في واقع الأمر كاشفة للحقائق، فأُسبوعنا هذا يذكرنا أن قراراً عمومياً مُصاعاً بحكمة يمكنه أن يخلق فرصة لمئات الشابات والشبان الذين كانوا ينتظرون مجرد إشارة ليعبروا العتبة، بينما يمكن لرد فعل بيروقراطي، في مؤتمر حزبي واحد، أن يسخر من المستقبل ويشوه صورة الغد.

بين هاتين الصورتين، ثمة وطن يتحرك ويتغير، والآن المسؤولية تقع على كل فرد بأن يختار موقعه الصحيح ضمن هذا المشهد الثنائي



بشرط واحد: أن تقوم الإدارة التي ستتولى توزيع هذه التمويلات بذلك في إطار ضوابط رقابية صارمة، ومعايير شفافة، ومتابعة لاحقة دقيقة. لقد وضعت الدولة مبدأً؛ لكن التنفيذ الفعلي هو الذي سيحدد ما إذا كانت النتيجة ستكون نموذجاً يحتذى به. وتجدر الإشارة إلى أن النصوص التي اعتمدها المجلس الوزاري تؤكد أيضاً على جهود تخليص الانتخابات المقبلة من الشوائب — من خلال استبعاد من تثبت إدانتهم قضائياً مما يؤدي إلى فقدان الأهلية، وتشديد العقوبات على المساس بنزاهة الاقتراع. هذا ليس أمراً ثانوياً؛ بل هو العمود الفقري للثقة.

لا ينبغي إغفال السياق: فقد صادق نفس المجلس الوزاري على التوجهات الكبرى لمشروع قانون المالية لسنة 2026، الذي يعزز بشكل كبير الإنفاق على الصحة والتعليم، وهما قطاعان يشكلان جوهر مطالب الشباب الذين خرجوا للتعبير عن آرائهم في الأسابيع الأخيرة. في السياسة، تكمن أهمية الفعل في التوافقية. فتشجيع الشباب على دخول البرلمان أمر، ومنهم القدرة على التأثير في السياسات العامة الملموسة — المدارس، المستشفيات، التنقل الاجتماعي — أمر آخر يكمله الأول. هنا نتجاوب الإشارة الميزانية مع الإشارة المؤسسية؛ وإذا اتحدنا، يمكن للمشهد السياسي المغربي أن يتشعب دون انقسام، وأن ينفث دون ضياع، وأن يحافظ على اتجاه اجتماعي ديمقراطي متوازن.



والعادات التقليدية في التهرب من المنافسة. هنا تكمن أهمية الإصلاح السياسي: فهو يكشف استراتيجية كل حزب بوضوح. ومع تخصيص الميزانيات وتخفيف الإجراءات، فإن أي حزب لا يقوم بتجديد حقيقي سيعرض أمام الجميع تفضيله للحفاظ على النخبة على حساب تنشيط الجسم السياسي ومنحه نفساً جديداً.

وهنا قدّمت لنا الأحداث مفارقة غير سعيدة إن صح التعبير. ففي نفس عطلة نهاية الأسبوع التي تضع فيها الدولة الشباب في قلب الاستحقاقات المقبلة، يجدد الاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية أمينه العام لولاية رابعة. من الناحية الشكلية، يمكن اعتبار ذلك استقراراً في الخط السياسي. لكن جوهرياً، إنه النقيض التام لما تحاول البلاد دفعه: فبينما تروج السلطة التنفيذية لتداول الأجيال، تؤكد جهة من المعارضة قيادة طويلة العمر، مشبعة بالروتين. التباين صارخ، وهو أكثر قسوةً لأنهما حدثا في نفس التوقيت. وهنا ينبغي الانتباه: الأمر ليس توجيه نقد مباشر لحزب بعينه، فحزب الاتحاد الاشتراكي ليس الوحيد الذي تطيل قيادته في المناصب، بل الهدف من هذا المثال هو الإشارة إلى التناقض. فلا يمكن بجدية دعوة الشباب لـ"الانخراط في العمل السياسي"، وفي الوقت ذاته إخبارهم بأن غرفة التحكم تبقى محجوزة فقط لذوي الامتيازات القديمة، لا يمكن الحصول على برلمان شاب بينما تحافظ الأجهزة الحزبية على عقمها الداخلي. وإذا لم تُساند الإصلاحات العليا بإصلاحات داخلية ملموسة، فإنها ستثير الاحتكاك بدل أن تحفز: مرشحون شباب قد يُوضعون بشكل رمزي، يُموّلون لكن يُعزلون، يُعرضون على الواجهة لكن لا يُدمجون في العملية السياسية

ومع ذلك، هناك دائماً مفترحات أفضل. يمكن للأحزاب اغتنام الفرصة لإعادة هيكلة إجراءات الترشيح، وتجديد مدارسها السياسية، وفتح لجانها أمام ملفات مستقلة، والتعاقد مع المرشحات والمرشحين الشباب على أهداف واضحة للفترة التشريعية، مع جداول للتقييم، وشفافية في النفقات، وربما تنظيم انتخابات تمهيدية محلية بإشراف مناسب. الفكرة ليست تقليداً لـ"وادي السيليكون" في السياسة، بل استيعاباً لأهم دروسها: عندما يريد النظام تطبيق مبدأ التسريع، فإنه يخلق مسارات دخول مبسطة، وبرامج إرشادية، وقواعد لعبة واضحة، ويُقدر المخاطرة. إنه يفضل الخطأ التجريبي على الركود والراحة

كما يمكن لهذا الإصلاح أن يصحح تحيزاً جغرافياً في العملية الانتخابية. فالتمويل العمومي الذي يغطي 75% من نفقات الحملات الانتخابية للشباب دون سن الخامسة والثلاثين ليس منطلقاً اجتماعياً وفئوياً، بل يشكل دعماً جغرافياً أيضاً. ففي الدوائر الانتخابية النائية، حيث تعاني الموارد المالية من الندرة وتظل هيمنة كبار الشخصيات قوية، يمكن لضخ الأموال المخصصة للمرشحين الشباب أن يفتح ثغرات في احتكار النفوذ المحلي.

By Lodj

تغطية إعلامية خاصة

ستكون L'ODJ Media حاضرة ميدانيًا لتأمين البث المباشر للحدث، مع إعداد بلاتوه Web TV مخصص يتضمن مقابلات سريعة مع المتدخلين، ونشر Reels في الوقت الفعلي، إضافة إلى تفاعل مباشر مع الشباب عبر منصّاتنا طيلة الملتقى.



● LIVE بث مباشر
ملتقى الميزان
للشباب 2.0



يومي 1 و 2 نونبر 2025



"التعطيل الخلاق" للسياسة : إصلاحات ملكية تقتحم المعازل التقليدية للأحزاب

الشباب، المرأة، والمستقبل : المغرب يختار "خرق"
النموذج السياسي السائد



بقلم: عدنان
بنشقرن

مستنيرة، ومواهب لا تمر بالضرورة عبر طقوس التوصية التقليدية. بهذا المعنى، فإن الإصلاح ليس هبة لجيل محدد، بل استثمار جماعي ينصب في جودة التمثيل السياسي.*

ثمة أثر آخر ذو بعد أخلاقي، فبافتراض أن المال يمثل عقبة حقيقية—فالحملات مكلفة، واللوجستيات مرهقة، والاتصالات تفرض نفسها—إلا أن الدولة أزلت عن كثير من الأحزاب ذريعة سهلة تقول : "كنا سنستقطب الشباب، لكنهم يفتقرون إلى الإمكانيات المالية". هذا الدعم المالي يقتل العذر، ويُلزم الأطراف المعنية، ويضع القيادات أمام المرأة : إذا استمروا في استبعاد المرشحين دون الخامسة والثلاثين، فلن يكون السبب نقص الميزانية، بل خيار سياسي متخذ يمكن تحمله ونقده. وهذا وحده يغير المعادلة، لأن الناخبين سيكوتون قادرين على قراءة اللوائح وفهم الخيارات السياسية الحقيقية.

بالطبع، النص وحده لا يعد بتجديد النظام السياسي بالكامل. فالثقافة الديمقراطية لا تُفرض بمجرد نص قانوني. لكن التجربة الدولية توضح أن الهياكل المؤسسية تشكل السلوكيات السياسية: إذ أن خفض الحواجز أمام الترشيح يزيد تلقائياً عدد المتقدمين، وتنوع الملفات الانتخابية يغني النقاش العام، ودعم إشراك النساء والشباب يقرب البرلمان من واقع المجتمع. وبناءً على ذلك، فإن الهيكل الجديد يُهيئ، إذا ما التزمت الأحزاب باللعب وفق قواعده، لبرلمان أصغر سناً وأكثر تمثيلاً للمرأة، ليس كموضة عابرة، بل كنتيجة لإعادة تعريف الحوافز السياسية

ويبقى السؤال المثير للجدل: هل ستتبع الأحزاب هذا النهج؟ فالتعطيل الخلاق نحتفي به غالباً حين يزعم الآخرون، لكن في صفوف العديد من القيادات الحزبية ستكون الإجراءات قوية للتكيف دون إصلاح حقيقي، عبر وضع "بعض الشباب" على الهامش لإعطاء الانطباع بالتجديد، أو الاستمرار في إحكام السيطرة على الدوائر الانتخابية المضمونة لنفس الشخصيات، والمسارات المهنية المتكررة.

هناك أسابيع يستمتع فيها التاريخ بتركيب ثنائيات متناقضة. ففي الأسبوع الجاري، جمعت الصدفة - دون سابق إنذار - صورتين لم يكن ينبغي أبداً أن تتصادما بهذه القسوة : من جهة، نجد عالماً اقتصادياً يكرّس، عبر جائزة نوبل، فضائل التعطيل الخلاق أو ما يعرف اصطلاحاً بـ "disruption"، وهو تلك القدرة على هزّ مراكز الربح المُستقر، وتحديد حدود الابتكار، وإحياء أسواق جديدة حيث كان الجمود سيد الموقف

ومن جهة أخرى، شهد المغرب خطوة غير مسبوقة حين قرر المجلس الوزاري، برئاسة صاحب الجلالة الملك محمد السادس، إدخال روح الـ "disruption" أو التعطيل الخلاق إلى قلب العملية السياسية نفسها. هذا المصطلح المستعار من عالم الشركات الناشئة جاء ليصطدم بالآليات التقليدية للأحزاب : تعديل مسار الترشيحات، فتح المجال أمام الشباب دون الخامسة والثلاثين، تبسيط شروط الدخول إلى المنافسة السياسية حتى خارج مظلة الأحزاب، وتمويل ما يصل إلى 75% من تكاليف الحملات الانتخابية لهم. هذه الخطوة غير المسبوقة ليست مجرد إجراء شكلي، بل دعوة إلى تجديد حقيقي، يستحق تحليلاً معمقاً يتجاوز التعليق اليومي.

لنبدأ من صُلب الإصلاح، فالمشروع الذي أقر في المجلس الوزاري يُعدّل القانون التنظيمي 27.11 المتعلق بمجلس النواب. فهو يَهْدُب العملية الانتخابية، ويُحكم إغلاق الباب أمام الترشيحات غير الجديرة، ويُشدد العقوبات على الغش الانتخابي، ولكن الأهم من ذلك كله، أنه يعيد هيكلة وصول الشباب إلى اللعبة السياسية: من خلال تبسيط شروط الترشح (سواءً بالحصول على تأييد حزبي أو بدونه)، وتحمل الدولة 75% من تكاليف الحملة الانتخابية للمرشحين الذين تقل أعمارهم عن 35 عاماً.

بكل وضوح : لم نعد نكتفي بالترويج لـ "تمثيل الشباب" خطابياً فحسب، بل أصبحنا نضع المال والقانون والإجراءات في خدمة تجديد حقيقي، في بلد طالما اختلط فيه "خطاب تمجيد الشباب" الشكلي بـ "احتكار لوائح المرشحين"، وهو بهذا يُشكّل منعطفاً جوهرياً، حيث يحوّل ذريعةً خطابية إلى سياسة عامة قابلة للقياس والتحقق.

المنطق الاستراتيجي واضح وبسيط : تقليل تكلفة دخول الساحة السياسية أمام الوافدين الجدد يخلق الظروف الملائمة لظهور عرض سياسي أكثر تنوعاً، وبلفة اقتصاد الابتكار، يمكن القول إن الدولة تموّل مرحلة التمويل الأولي، وتخفف التكلفة الهامشية للحملة الأولى، وتنافس أخيراً الامتيازات الحزبية الراسخة، حتى إذا رفضنا المصطلحات التقنية، تظل الفكرة مبهرة : الديمقراطية، مثل السوق، لا تزدهر حين يحتكرها عدد محدود من الفاعلين، فهي تحتاج إلى اصطدامات بتاء، ونقاشات

أما الفصل الرابع، فيرصد تفاعل الزعيم مع الشأن الوطني بعد الاستقلال، من خلال مراسلاته إلى الوزراء والمسؤولين المغاربة.

تتوزع موضوعاتها بين إصلاح التعليم الأصيل، وتنظيم القضاء، والدفاع عن الحدود الوطنية. وهي رسائل تنضح بالحس الوطني والمسؤولية الأخلاقية، وتدل على أن علال الفاسي لم يعرف للراحة طريقاً، بل ظل يكتب وينصح ويقترح إلى آخر أيامه.

من خلال هذه الرسائل بالخصوص، يبرز مبدأ جوهري في فكره: أن الاستقلال ليس غاية في حد ذاته، بل وسيلة لبناء الإنسان المغربي الحر المتعلم.

يختتم الكتاب بملحق نفيس من الخطب والبيانات، منها خطبه في وادي المخازن، وبياناته في مرحلة المقاومة ضد ابن عرفة، ووثائق سياسية تعود إلى مؤتمرات الكتلة الوطنية.

هذه النصوص تشكل الذاكرة الحية لمغرب كان يصنع تاريخه بدماء رجاله وأقلام علمائه. وهي تؤكد أن علال الفاسي لم يكن صوتاً فرداً، بل لسان أمة آمنت أن التحرر لا يكتمل إلا حين يتحرر العقل.

إن هذا الجزء الثالث من مراسلات الزعيم علال الفاسي ليبدو لي «وانا أجاهد للإطلاع على نفائسه ودرره كما لو أنه سفر في الذاكرة الوطنية، يلتقي فيه التاريخ بالفكر، والسياسة بالأخلاق، والإنسان بالوطن.

إنه أكثر من كتاب في المراسلات؛ إنه وثيقة حياة، وسيرة نضالية، ونبض رجل عاش من أجل أن يكون للمغرب صوته الحر بين الأمم.

بين سطور هذه الرسائل، يتجلى الدرس الأكبر الذي تركه لنا الزعيم الخالد : الوطنية ليست شعاراً، بل عمل يومي وصبر طويل، وإيمان لا يلين بالحق والحريّة.



مراسلات علال الفاصي.. سيرة وطني ووطن



الدكتور خالد فتحي

من رسالة 1934 التي التمس فيها الإذن بالعودة إلى فاس لاستئناف دراسته، إلى المذكرات السياسية في الستينيات والسبعينيات حول التعليم، وتندوف، والشؤون الإسلامية، نجد أنفسنا أمام مثقف عضوي مؤمن بالحوار البناء،

يقدم مقترحات عملية لإصلاح التعليم، وتعريب الإدارة، وتنظيم الحقل الديني، وبناء الدولة الحديثة. إنها مراسلات تكشف عن عمق العلاقة بين الفكر والسلطة في التجربة المغربية، علاقة تقوم على النصيحة والولاء المشروط بالمصلحة العليا للوطن. أما الفصل الثاني، فيحملنا إلى البعد العربي والقومي في فكر الزعيم، من خلال مراسلاته مع الأمين العام لجامعة الدول العربية ومسؤوليها ما بين 1948 و1954.

في هذه الرسائل، يتبدى علال الفاسي صوتاً عربياً صادقاً يدافع عن استقلال المغرب في المحافل الدولية، ويوازي بين القضية المغربية والفلسطينية، معتبراً أن لا حرية لوطن بمعزل عن حرية الأمة كلها.

من بين هذه الوثائق رسائل موجهة إلى عبد الرحمان عزام باشا ولجان الجامعة العربية، تتناول عرض القضية المغربية على الأمم المتحدة، والدفاع عن محمد الخامس في وجه الحملات الفرنسية، وتوضيح معاناة الطلبة والمعتقلين الوطنيين.

إنه فصل يختصر حلم الوحدة العربية كما عاشه جيل النضال الأول، بحماسة الإيمان وصفاء النية.

وفي الفصل الثالث، يتبدى لنا الزعيم الدبلوماسي الذي كانه علال، والذي كان بناجح في كل الاتجاهات، حيث تتسع الدائرة لتشمل الملوك والرؤساء والسفراء وشخصيات الفكر والدين في العالم. هنا يبرز علال الفاسي كدبلوماسي بالفطرة، يجيد مخاطبة العقول والضمائر على السواء.

فنقرأ رسائله إلى بابا الفاتيكان يستنكر فيها وحشية الاستعمار الفرنسي، وإلى وزير خارجية سوريا يشيد بدور بلاده في نصرة المغرب، وإلى زعماء الهند والعراق ومصر يشرح فيها معاناة شعبه وآماله.

وفي كل رسالة نلمح نبذة العالم المؤمن بعدالة قضيته، وبلغة السياسي الذي يعرف متى يلين الخطاب ومتى يشتد، إنها مراسلات تكشف عن الوجه الإنساني للسياسة حين تلتقي بالفكر والضمير.

أصدرت مؤسسة علال الفاسي منذ شهرين الجزء الثالث من مراسلات الزعيم علال الفاسي بعد الجزأين الأول والثاني. يقع هذا الجزء في ما يقارب ستمائة صفحة، وقد نقحه وقدمه الأستاذ المختار باقة، الذي واصل بهذا العمل جهده في توثيق تراث هذا المفكر والمناضل الذي وهب عمره وفكره لقضية استقلال المغرب وكرامة أبنائه.

تعكس هذه الرسائل جانباً أساسياً من السيرة النضالية والسياسية والدبلوماسية لعلال الفاسي، وهي من الثراء بحيث لو أضيفت إلى الجزأين السابقين لأمكن أن تكون مادة مكتملة لإنجاز عمل سينمائي ضخم يستعيد سيرة هذا الرجل الاستثنائي، الذي كان الفكر عنده وسيلة للتحرر، والقلم جسراً بين الفكرة والعمل، بالبناء على رسائله فقط.

المقدمة التي دمجها الأستاذ باقة جاءت ملخصاً تركيبياً شافياً، لخصت ملامح الكتاب وأضاءت طريق القارئ المستعجل، لكنها لا تغني عن قراءة النصوص العلامية نفسها، لأن كتابات علال الفاسي — سواء في مؤلفاته أو مراسلاته — تظل دائماً قابلة للاختلاف القراءات، متجددة الدلالات كلما استحضرتها في ضوء واقعنا الراهن، واستدعيناها ليضاءة أسئلتنا الكبرى.

كل رسالة في هذا الكتاب تستحق أن تقرأ بروية وتأمل، غير أن عجلة الحياة وأعباءها، لا تسمح لنا إلا بمسح إجمالي نعرف مسبقاً أنه لا يخلو من تقصير. ومع ذلك، فإن تصفح هذه الرسائل يكفي ليشعر القارئ أنه أمام رجل مبارك الفكر والفعل، واسع الأفق، متقد البصيرة، عاش لقضيته ومات واقفاً في محراب الوطن.

يقف القارئ في الفصل الأول على حوارٍ ممتد بين الزعيم علال الفاسي والوطن والفقيه المناضل وملوك البلاد، من محمد الخامس إلى الحسن الثاني، وهو حوار بين فكرٍ ناصح وعريشٍ مناضل من أجل الحرية.

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO,
ÉMISSIONS WEB TV, PODCASTS, REPORTAGES, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS...



TOUTE L'INFORMATION À L'ORDRE DU JOUR ET EN CONTINU

www.lodj.ma



SCAN ME!

@lodjmaroc



جرثومة المعدة

قال رسول الله صلى الله عليه وسلم: "ما ملأ آدمي وعاء شرا من بطن، بحسب ابن آدم أكالات يقرمن طلبه، فإن كان لا محالة، فتلت طعامه، وتلت لشرايه، وتلت لنفسه" رواه الترمذي.

بهذه الكلمات الجامعة، وضع لنا نبي الرحمة دستوراً للصحة الجسدية والنفسية، ووصفة ذهبية لحياة متوازنة، حيث يكون الطعام وقوداً يمنح الجسد طاقته لينطلق في مناكب الحياة، لا قيداً يثقله ويطفئ نشاطه. قاعدة "الأثلاث" هي ببساطة فن إدارة النعمة، لنأخذ حاجتنا من الطعام والشراب، ونترك المساحة الأهم للراحة والقدرة على العمل.

لكن، إذا كان هذا هو الأصل الفطري السليم، فكيف وصلنا إلى واقع نعيش فيه لنأكل، لا نأكل لنعيش؟

لقد انحرف المسار حين تحول الطعام في حياتنا من مصدر للطاقة إلى وسيلة للترفيه والتباهي في عالم مجنون. وأصبحت نبحث في الوجبة الدسمة عن الوصول لمرحلة ما بعد الشبع عندها يتبدل الجهاز العصبي ويمرض أخوه الهضمي، فأصبح الطعام فناً والتبذير نمط حياة وتصوير الأطباق شغف.

إخراج الأكل عن وظيفته الأساسية استغلته ببراءة آلة التسويق الحديثة. فقد أدركت الشركات الكبرى أن الطريق لحيوبنا يمر عبر شهواتنا، فعملت على ربط منتجاتها بالسعادة والنجاح والراحة. لم تعد الإعلانات تبيعنا طعاماً، بل تبيعنا وهماً جميلاً، فالوجبة السريعة هي جائزة مفرحة، والمشروب الغازي هو رفيق اللحظات المميزة. وقد كان الأطفال هم الهدف الضعيف في هذه المعادلة، حيث تمت برمجة أذواقهم منذ الصغر ليعتادوا على السكر والدهون، فينشؤوا مستهلكين أوفياء لنمط حياة غير صحي.

وللأسف، لم يتوقف هذا التأثير عند أبواب بيوتنا، بل تسلل إليها ليغير أقدس عاداتنا. فمع تسارع وتيرة الحياة، تراجعت التربية الغذائية داخل الأسرة، وأصبحت الوجبات السريعة وأكل الشوارع حلاً سريعاً ومقبولاً للآباء المنشغلين. وبهذا، وبدون وعي منا، أصبحنا نورث أبنائنا عادات مدمرة، ونساهم في بناء جيل يعاني من أمراض كان من الممكن تجنبها ببساطة، لو أننا تذكرنا أن مسؤوليتنا الأولى هي حماية صحة من نعولهم.

ونتيجة لذلك، كانت الفاتورة الصحية باهظة ومؤلمة. فما نراه اليوم من انتشار مرعب للسمنة بين الأطفال، وارتفاع نسب الإصابة بالسكري وأمراض القلب، ومشاكل الجهاز الهضمي المزمنة كجرثومة المعدة، ليس إلا الحصاد المر لسنوات من الإهمال والابتعاد عن الاعتدال. لقد تحولت أمراض التخمة من حالات فردية إلى وباء يهدد مجتمعات بأكملها، ويستنزف مواردها الصحية والاقتصادية.

بقلم: **برعلا زكريا**

إذن، ما المخرج؟ الحل يكمن في العودة إلى نقطة البداية، إلى تلك الحكمة النبوية الخالدة. الحل ليس في حمية معقدة، بل في استعادة الوعي المفقود. أن ندرك أن أجسادنا أمانة، وأن الطعام نعمة للشكر لا للإسراف. أن نعلم أنفسنا وأبنائنا أن القوة الحقيقية تكمن في ضبط النفس والاعتدال. نحتاج حقا إلى مقاومة عالم يريدنا أن نعيش فقط لنستهلك، هذا العالم يسعى بكل أدواته الشيطانية إلى إفقادنا صحتنا وروحنا وإنسانيتنا.

فليحيا الزعيم الأبدي في زمن "الجيل العابر"!

لقد دخلت التاريخ من الباب الذي لا يمرّ منه سوى من أتقن فنّ البقاء بعد سقوط الأفكار. أنت المعجزة السياسية التي جعلت من التداول على القيادة مجرد شعار طُبع على لافتات نُسيت في المخازن. أنت المثال الحيّ على أن الديمقراطية يمكن أن تكون مسرحية بلا جمهور وأن التصفيق يمكن أن يكون بديلاً عن الاقتراع.

لقد نجحت يا زعيمنا في أن تجعل من حزب تاريخي مختبراً لتجريب الصبر الشعبي على العبث، وحولت مفهومًا عظيمًا اسمه "الاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية" إلى جملة تُقال على سبيل الحنين، مثلما نتذكر "أيام الراديو" أو "الطوايع البريدية". وأنت ما زلت تقرأ نتائج المؤتمر كما لو كانت بياناً من سبعينيات القرن الماضي وتعلن النصر على خصومٍ لم يولدوا بعد.

كل شيء تغير: اللغة، العالم، حتى الفقر أصبح رقمًا رقمياً، إلا أنت، ثابت كالصورة الرسمية في المكاتب الإدارية، كالنشيد الوطني قبل مباريات كرة القدم، كالشعارات التي لا يمسه الغبار لأنها لا تُستعمل إلا في المؤتمرات. أنت لست زعيماً لحزبٍ الآن، أنت ظاهرة جينية في علم السياسة المغربي، تشرح كيف تتحول الحركة التاريخية إلى جثة متحركة، وكيف يمكن لفكرة أن تعيش فقط في بيانات التهنئة.

مبروك عليك ولايتك الرابعة، ولا تقلق، فالشعب لا يتعب من المشاهدة. لقد صار المواطن المغربي خبيراً في متابعة المسرحيات السياسية، يعرف متى يدخل البطل، متى يصفق الجمهور ومتى تُغلق الستارة. نحن نراك على الخشبة، ونعلم أنك تحفظ النص جيداً، لكننا نعلم أيضاً أن المسرحية لم تعد تُقنع أحداً حتى الممثلين أنفسهم.



بقلم: الكاتب عبد العزيز
كوكاس

**أيها الزعيم الأبدي،
اسمح لنا أن نمنحك وساماً
جديداً.. وسام البقاء بلا أثر،
وسام القدرة على تحويل
الذاكرة إلى ديكور، والكرسي
إلى جثة مريحة والرفاق إلى
شهود على موتٍ بطيء.
دمت زعيماً في زمنٍ نسي
معنى الزعامة، ودام حزبك
قيد الحياة في نشرات الأخبار،
أما في الذاكرة، فقد انتهى
العرض منذ زمن، لكن
التصفيق لم يتوقف بعد...**

رسالة إلى الزعيم الأبدى

الخلود التنظيمي في زمن لا تطمد فيه الفكرة أكثر من تغريدة

مبروك أيها الزعيم الذي لا يشيخ، على هذا الإنجاز التاريخي النادر: أربع ولايات متتالية على رأس حزب القوات الشعبية! لقد فعلتها، يا رجل، وكسرت حاجز الصوت والدستور والمنطق، ونجحت فيما لم ينجح فيه جلامش، لتؤكد لنا أن الحزب العريق الذي حمل ذات يوم شعلات الفكر والحرية، صار الآن منصة لتجارب "الخلود التنظيمي".

ألف مبروك، أيها الزعيم الذي شدّ عن قاعدة الطبيعة، انتصر على الزمن وأثبت أن الموت السياسي يمكن تأجيله كما تؤجل الميزانيات والمشاريع الكبرى. مبروك عليك الولاية الرابعة وهذا "الاستقرار العضوي" النادر في عالم يتغير كل لحظة. في زمن تتبدل فيه التحالفات بسرعة الضوء، تظل أنت، بصلابتك البيروقراطية، كجبل لا تهزه الرياح ولا الإشاعات ولا الزمن.

أي عبقورية سياسية هذه التي جعلتك تروض المؤتمرات، وتدجن الأصوات وتحول التصفيق إلى طقس طاعة؟ كيف استطبت الكرسي حتى صار امتداداً لجسدك؟ هل هو الكرسي الذي يتشبث بك أم أنت الذي التحمت به حتى صرتما شيئاً واحداً؟ في عصر السرعة، حيث يسقط الزعماء كل يوم من "ترند" إلى آخر، نجحت في أن تكون الثابت الوحيد في عالم متغير. في زمن جيل Z الذي لا يقرأ سوى الشاشات، نجحت أنت في كتابة نص من القرون الوسطى على جدار السياسة الحديثة. نراك تتكلم عن الشباب، وكأنك تتحدث عن كائنات أسطورية لم يسبق أن التقيتها. تقول إن الحزب في حاجة إلى الدم الجديد، لكنك أنت من يتولى مهمة نقل الدم بنفسك - بعد غليه وتعقيمه - حتى لا يصيب الجسد أي تجديد غير مرخص.

أنت لا تمثل حزباً بعد الآن بل تمثل ظاهرة فيزيائية نادرة: كيف يمكن لجسم سياسي أن يرفض التفكك رغم اهتراء مادته؟ كيف يمكن للحزب أن يتحول من مدرسة إلى مسرح، ومن مسرح إلى كاريكاتور؟ نحن لا نملك إلا أن نصفق لك، دهشةً من هذا الإصرار على تحويل التاريخ إلى نكتة طويلة بلا نهاية. لقد جعلت من الاتحاديين ممثلين في مسرحك، ومن الوطن متفرجاً متعباً يضحك كي لا يبكي.

كيف نجحت في اختراع شكلٍ جديد من الديمقراطية؟ ديمقراطية لا يتداول فيها الناس على السلطة، بل تتداول فيها السلطة على الناس، ديمقراطية فيها التصويت مجرد أداء رمزي لشكرٍ جديد، وحيث الكرسي هو الثابت والرفاق متغيرون كأوراق الخريف. لقد علت من الاتحاد الاشتراكي لوحة زيتية من الماضي، ألوانها باهتة، لكن توقيعك واضح في أسفلها. الحزب الذي وُلد من رحم المقاومة، صار اليوم مقاومةً ضد الولادة من جديد.



رسالة إلى الزعيم الأبدى

الخلود التنظيمي في زمن لا تصمد فيه الفكرة أكثر من
تغريدة

73

جرثومة المعدة

71

مراسلات علال الفاسي.. سيرة وطني ووطن

69

"التعطيل الخلاق" للسياسة : إصلاحات ملكية تقتحم المعازل التقليدية
للأحزاب

67

المغرب الصاعد: دولة توازن بين العدالة الاجتماعية وطموح الريادة

63

كرة القدم المستحيل ليس مغربيا

61


الرسالة
ARRISSALA. SA
Imprimerie Arrissala


LODJ

كتاب الرأي

فريق النشر :
سارة البوفي - أمل الهواري - عائشة بوسكين

تصميم ومونتاج :
عماد بن بورحيم

إدارة فنية وتقنية :
محمد أيت بلحسن

اقرأ أعدادنا القديمة :
www.pressplus.ma

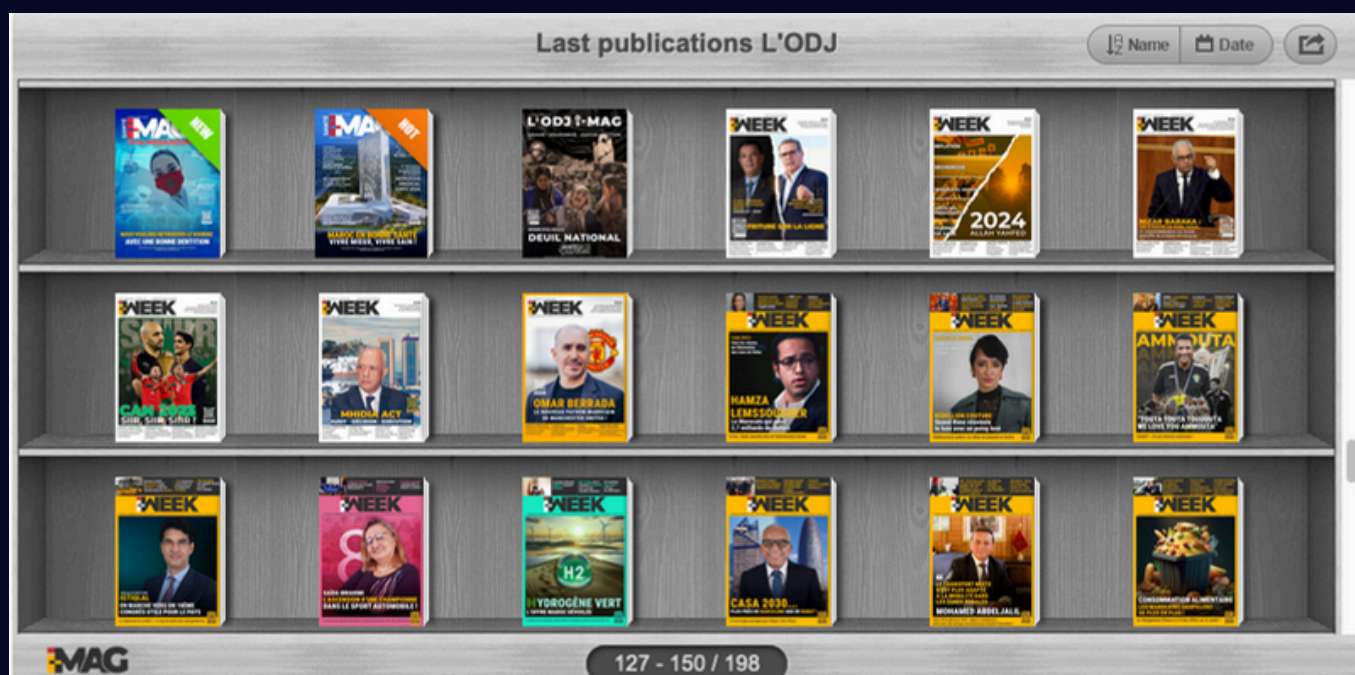




www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME

كلمة البراءة

By Lodj

طفورم الشباب

لودجي بالعربية

رسالة إلى الزعيم الأبدى الخلود التنظيمي في زمن لا تصمد فيه الفكرة أكثر من تغريدة

المغرب الصاعد: دولة
توازن بين العدالة
الاجتماعية وطموح الريادة

التعطيل الخلاق" للسياسة :
إصلاحات ملكية تقتحم
المعاقل التقليدية للأحزاب

مراسلات علال
الفاصي.. سيرة وطني
ووطن